

36-46: le Lot rebelle



Claude Nastorg

Préambule

Lorsque j'ai entrepris pour «Rouge Espoir» la rédaction de cette série d'articles, je savais que je prenais quelques risques. Aussi, en me calant sur le travail universitaire de l'historien Pierre Laborie (Résistants vichissois et autres dans le Lot de 39-44), je garantissais mes arrières et protégeais du même coup mes «abatis». En fait, j'ai voulu répondre à une question que toute personne sensée peut se poser quand elle referme chacun des ouvrages qui ont abordé cette période dans notre région: pourquoi les communistes, inexistant avant 36 dans le Lot, sont devenus, en 45 la principale force politique du département? Il n'est pas anormal, après tout, que ce soit un communiste qui réponde à cette question.

Même Laborie, qui, pourtant, est originaire du département, ne répond pas. Comme si, pour lui, comme pour les autres, le communisme lotois n'était qu'un greffon d'une plante exotique venue du froid. Comme si les réunions qui se sont tenues à Figeac en avril 1871 pour soutenir «la Commune de Paris» n'avaient pas eu lieu. Comme si les cahiers de doléances de la vicomté de Turenne, retrouvés, deux siècles plus tard, intacts, à Martel ne disaient pas, déjà, dans le scepticisme monarchique, la méfiance anticléricale et la révolte fiscale qui transpirent de ces catalogues du printemps 1789, le communisme de 1944. Par exemple, dans le cahier de Saint Céré on y réclame: «l'établissement d'écoles publiques et gratuites dans les villes». Un siècle avant Jules Ferry, la «guerre scolaire» qui sera l'aliment de base, d'abord des radicaux, puis des socialistes et enfin des communistes, est donc enclenchée.

Bien sûr on ne saurait négliger l'exode rural qui, pendant presque deux siècles, a propulsé vers les classes ouvrières de Paris, Limoges ou Toulouse, et ailleurs, des milliers de paysans quercynois qui n'ont jamais complètement coupé les ponts avec la terre rude de leurs ancêtres. Pour avoir moi-même vécu cette expérience, j'en connais bien les retombées idéologiques jusque dans les familles restées au pays. Reste que si la mayonnaise a si bien pris pendant la Résistance dans ce département c'est aussi au hasard qu'on le doit. Dans une marmite déjà bien chaude, trois étrangers sont tombés, et l'ébullition s'est déclenchée, c'est de leur histoire que nous allons parler.

Notre ancien député, Henri Thamier, parlait souvent de «l'esprit rebelle des quercynois», que lui-même avait si bien su, après la Libération, flatter sur tous les tréteaux politiques du département. C'est donc à lui que j'ai emprunté le titre de ce travail.

36-Anatole « trantole »

Pour comprendre il faut remonter à 33, la crise de 29 produit alors ses pleins effets en France, Laval et consort, à Paris, mènent une politique de déflation, sur le dos du pouvoir d'achat des salariés dont la consommation de viande, surtout bovine et porcine, baisse. Sur les foires, les cours s'effondrent, peu de bêtes trouvent preneur. Une paire de bœufs non vendue à Figeac le 15 se retrouve à Gramat le 17, à Saint Céré le 22, à Lacapelle le 23 etc.. avec, à chaque fois, les droits de place à payer. Contre cette taxe qu'ils trouvent injuste, certains paysans constituent une « Union de Défense Paysanne »(UDP).

A sa tête, Jean Cassagnade, un jardinier, de Saint Céré, 1,90m, qui, déjà, a fait parler de lui aussi bien sur les terrains de rugby que sur le vélo (Six jours à Paris), et aussi sur les foires, où son organe vocal fait merveille tant pour écouler les plans de betteraves fourragères, que pour haranguer les éleveurs, ses clients de plus en plus désargentés. Pas de foire sans un meeting de Cassagnade, le mouvement enfle et finit par exploser le 15 mars 35 à Figeac où le sous préfet, protégé par une escouade de gardes mobiles, concède la suppression des droits de place pour les paysans.

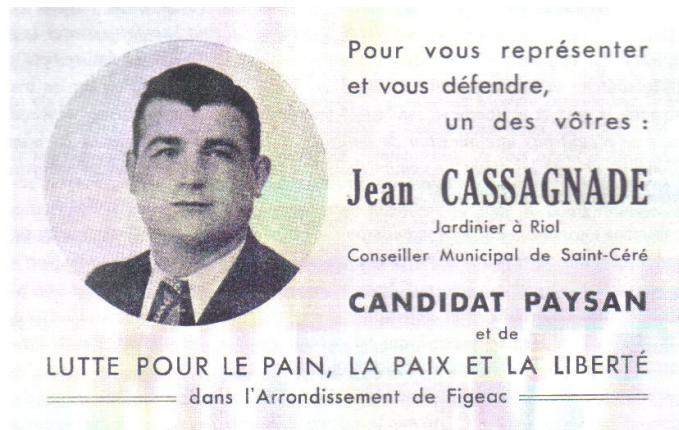
Un mouvement de ce type percute toujours la politique. Les radicaux qui contrôlent les mairies et le Conseil Général sont dubitatifs. Les socialistes sont partagés entre la base qui est largement favorable, et l'appareil bourré d'enseignants dont beaucoup, bien que issus de la paysannerie, critiquent l'aspect populiste du mouvement. Et puis, comme les radicaux, on se méfie de cette « grande gueule » qui ne critique jamais les communistes. En réaction, Oubrayrie, paysan-artisan socialiste de Girac lance, dans le secteur, la tendance Zyromski qui préconise l'union avec le PC (le petit PC lotois soutient les paysans). Le programme de Cassagnade tient, tout entier, dans une formule marxo-occitano-lotoise incompréhensible pour De Monzie: « *Lou qué fo ré manjo del fé, lou qué trobailho manjo dé lo palho!* »(2).

Aux municipales de Saint Céré, les instits sont sur la liste du radical Bastid et les paysans sont sur la liste Cassagnade qui, décapitée par l'élection de son leader, seul élu au premier tour, est victime, au second tour, de la frayeur qui, entre les deux tours, s'est emparée de la micro-bourgeoisie locale.

En 36, charisme intact, Cassagnade, à 32 ans, décide de se présenter sous l'étiquette « Front Populaire » contre le ministre multicarte, Anatole De Monzie, maire de Cahors, Conseiller général de Saint Céré, président du Conseil Général, que tout le microcosme lotois, croit indéboulonnable.

Mais le notable est prudent, il a dépensé des trésors de diplomatie, et peut-être même sonnants pour essayer de transformer cette élection en équation sans inconnue. D'abord, personne sur sa droite, ensuite, pour « plomber » Cassagnade, un pâtissier de Figeac, Sanarens, « socialiste indépendant », Castanié, un « paysan indépendant », UDP retourné, de Saint Vincent du Pendit et, enfin, un « paysan républicain de gauche », Pradayrol, de Puybrun. Il s'agit de disperser au maximum l'électorat paysan du Ségala. De mémoire d'électeurs, c'est bien la première fois qu'on voit autant de paysans sur le tarmac électoral lotois ! Comme si l'on voulait prendre Cassagnade à son propre jeu, lui qui affirme dans un tract de campagne: « *Aussi longtemps que les paysans ne pourront élire que des avocats et des médecins, ils ne seront pas à la veille de faire leurs affaires eux-mêmes* ». Le petit PC, qui présente des candidats, parachutés, sur Cahors (Roussel de Paris) et Gourdon (Boyer de Capdenac), soutient, sur Figeac, Cassagnade. Même configuration pour le PS qui soutient ses propres candidats, lotois eux, sur Gourdon et Cahors et Cassagnade sur Figeac.

Le soir du 25 avril, pour la première fois les scores communistes sont conséquents, 11% sur Gourdon, 17% sur Cahors. A Figeac, affolement général, à 42% l'équation De Monzie n'accouche que de 28 voix d'avance sur Cassagnade, les vrais-faux monzistes se partagent les 16 points restants qui, logiquement, devraient assurer la victoire au tribun de Saint Céré au second tour. Ambiance survoltée, personne ne se désiste pour personne. La machine préfectorale, déjà brûlante, pour Anatole, s'emballe. Alors que les sièges de Figeac et Gourdon restent à



Législatives de 36 : Le Bulletin de vote « Cassagnade »

pourvoir, (Besse, droite, est déjà élu sur Cahors), les radicaux, qui n'osent pas lâcher le Président de leur Conseil Général, refusent le désistement pour Cassagnade, au prétexte que, n'étant membre d'aucun des partis signataires du Front Populaire, il ne peut prétendre bénéficier de l'accord électoral ! Le 2° tour est un défoulement anticommuniste dont, même les pâquerettes auront du mal à se remettre. On supplie les enseignants de ne pas élire un candidat « qui n'a que le Certificat d'Etudes ! ». On fait remarquer que Cassagnade est un « agrarien propriétaire de l'essentiel du canton de Saint Céré », qui, un an avant, a cassé pas mal de vitrines à Figeac etc.... On essaie, vainement, pour déboussoler l'électoral paysan (les ploucs...), de susciter, pour ce 2° tour, c'est légal à cette époque, la candidature d'un cousin du grand Jean, portant le même nom, lui aussi maraîcher à Saint Céré.

Semaine miraculeuse ou les chemins vicinaux se couvrent de goudron, les éviers brillent sous l'eau courante et la fée électricité chasse les lampes à pétrole. Le virtuel, en avance de trente ans sur le réel ! Les bras du notable sont si long, tout juste lui reproche-t-on, alors qu'il était ministre de l'Education Nationale, d'avoir d'avoir laissé partir sur les terres de son secrétaire d'Etat, Espinasse d'Egletons, l'Ecole des Travaux Publics qui aurait bien fait l'affaire de Saint Céré. Mais Figeac a eu son « Centre Branly », futur LEP, qui, déjà, a bien arrangé les problèmes de main d'œuvre qualifiée de Paulin Ratier, alors...

Le 2 mai, ouff ! le soldat De Monzie est sauvé, il a, curieusement (3), récupéré la totalité des voix des candidats tiers. Mais, comme les autres (Besse et Malvy), il ne sait pas que sa carrière de politicien s'achève et que ce sera son dernier passage devant les électeurs.

Voilà comment, en 36, le Lot, tout en votant à gauche, envoya deux députés de droite sur trois à Paris, le troisième (Malvy) se targuant de n'avoir aucun lien avec le Front Populaire qui, dans ce département, paraît donc avoir échoué. En fait cette situation fût le résultat d'un accord plus tacite qu'officiel, passé avec la droite « civilisée », laquelle, en échange de la présidence du Conseil Général et de la mairie de Cahors, pour De Monzie, garantissait aux élus radicaux sortants, largement majoritaires à l'époque, son appui en cas de menace à gauche, jusque là surtout socialiste. Cassagnade, avec sa double casquette PC-PS, en s'attaquant au mandarin principal de ce montage politique, était en plein centre de ce collimateur. Par contre une étude plus fine montre que l'accord du Front populaire, de fait, a largement entamé l'électorat radical qu'on retrouve en rang serré aussi bien sur le nom de Cassagnade que sur ceux des candidats PC ou PS de Cahors ou Gourdon (Malvy, ancien ministre, sans concurrent sur sa droite est aussi en ballottage).

Mais deux semaines après, la classe ouvrière (souvent des paysans-ouvriers) prend le relais. C'est la grève, pour la première fois, dans le Lot, à Laval de Cère (Métallurgie), Biars (Chantier de traverses), Saint Céré (bagagerie Cance) et Puy Blanc (tuilerie) avec occupations des usines.

36 marque donc la fin de l'hégémonie radicale dans le Lot. Avec une mention spéciale pour Loubet, le sénateur maire de Figeac (998 voix pour De Monzie contre 520 à Cassagnade...), dernier radical, à ce jour, en poste sur Figeac. En 40 il abjurera la franc-maçonnerie et ses obsèques, en 42, seront, évêque en tête, un grand moment du vichysme clérical. La sortie de Figeac vers Cahors, baptisée dans la foulée, porte toujours son nom !

Laborie voit là une élection « sans problèmes » et une « allergie des lotois au communisme ». Or c'est, au milieu de ces paysans rebelles, que les maquis vont, bientôt, proliférer. Les lotois seraient-ils taillés dans un autre bois que les lot et garonnais, ou les corréziens, qui ont élus deux députés communistes paysans (Renaud Jean et Vazeille) ?

(1)- De Paris, Waldek Rochet correspond avec Cassagnade ; dans ses Carnets, Cachin parle, au BP, en mars 36, de «Lacassagne » contre De Monzie.

(2)- «Celui qui ne fait rien mange du foin, celui qui travaille mange de la paille »

(3)- Aux archives départementales, on peut consulter les résultats des deux tours. Pour qui connaît ce département, les chiffres étonnent souvent : à Figeac, où le réflexe anti-cadurcien est connu, le maire de Cahors, qui plus est, de droite, obtient les deux tiers des voix alors que dans les communes environnantes (St Perdoux, Prendeignes...) Cassagnade fait un tabac. A Aynac, De Monzie (125) double ses voix entre les deux tours pendant que Cassagnade(91) recule de 7voix alors qu'il en gagne 6 à Leyme(92) tout comme De Monzie(30)....

39-Peur sur le Lot

Le Lot que Laborie dessine en 39 est un département pauvre, rural, vieux, démographiquement affaibli par l'exode sur Paris et la saignée de 14-18. Tout est vrai, mais depuis 36, ça va nettement mieux dans les campagnes, on ne va plus à la foire pour rien. On parle de modernisation, de mécanique, pas encore de tracteurs mais ça ne saurait tarder. On attend tout sauf... la guerre.

En fait le problème est démographique. En un siècle le Lot a perdu 50% de ses habitants. La France, première nation européenne en 1815 est, en 1939, dépassée par l'Angleterre de 20% et par l'Allemagne de 40%. Plus que dans un excès de mortalité ou d'exode rural, la raison, mise au jour depuis par le démographe Leroy-Ladurie, réside dans la faiblesse du taux de la natalité (1). Deux causes, lenteur de l'industrialisation qui, en Angleterre comme en Allemagne a dopée les naissances (les enfants qui travaillent rapportent à la famille !) et le Code Civil qui, à la place du droit d'aînesse de l'Ancien Régime, a institué l'égalité des enfants devant

l'héritage, ce qui implique le partage des exploitations agricoles, comme de tous les avoirs, mobiliers et immobiliers. En réaction, les ruraux inventent « l'enfant unique » par le « coïtus interruptus », le maoïsme avant Mao, que l'Eglise condamne et sanctionne (2), sans autre résultat que l'éloignement des hommes du confessionnal. Problème qui ne sera résolu qu'à la Libération avec les allocations familiales (3) et l'industrialisation à outrance, non pour employer des enfants, c'est fini à cette époque, mais pour utiliser la main d'oeuvre dégagée par la modernisation agricole.

Au plan économique, la greffe Ratier à Figeac(4), un temps menacée par la difficulté de trouver assez de main d'œuvre qualifiée, a pris. Avec 400 employés dont plus de 300 ouvriers, l'entreprise figeacoise, qui aménage dans le site actuel, dépasse aussi bien la fonderie de Laval de Cére, que la MAEC de Cahors ou le chantier de traverses de Biars et, bien sûr la tuilerie de Puy Blanc, les ateliers Larive de Bagnac ou la bagagerie Cance de Saint Céré. Maintenant la classe ouvrière, qui a émergé en 36, est visible et devient une force politique non négligeable dans le Lot.

En politique, si Munich fait l'unanimité dans tous les corps constitués (pour calmer le moustachu..), le PC, sur ses résultats de 36, s'est structuré et fait entendre une autre musique, sur Munich, mais aussi sur l'Espagne et ce, même s'il ne parvient pas à fournir un seul lotois aux Brigades Internationales. Dans la jeunesse, il recrute, notamment à l'Ecole Normale de Cahors où il concurrence le PS parmi les jeunes instits. Le 25 février 39, il rassemble une jolie chambrée (1000 personnes selon les RG) au théâtre de Cahors pour entendre deux députés communistes, venus des Ardennes, parler de la paix et de ..Munich. Preuve que le diktat de septembre 38 pose, encore, quelques problèmes de digestion.

Lorsqu'en Août 39, La Dépêche annonce la signature du pacte germano-soviétique, les militants sont dubitatifs. Si les plus lucides, établissent le lien avec Munich, aucun ne s'attend à devoir personnellement, porter la responsabilité de la déclaration de guerre. Pourtant, un par un, on va les convoquer dans les gendarmeries. A Saint Céré le menuisier Gratias s'entend dire: «attention, vous êtes communiste, vous êtes donc responsable de la guerre, rompez!». Le parlement, sous la houlette de Daladier, vote la déchéance des députés communiste et leur emprisonnement avec application «du droit commun». Ce qui, en les assimilant à des criminels ordinaires, leur interdit l'accès à la presse et, de ce fait, les handicape pour préparer leur défense politique devant le procès, médiatique qui, bien que sous huis clos, est instruit contre eux.

L'emballage médiatique, noté par Laborie, est hystérique. La Dépêche, comme les hebdomadaires lotois, l'ex-monziste «la Tribune» ou le catho "La Défense-la Croix" entament, par l'anticommunisme, un parcours qui débouchera, en 44, sur l'exécution de Laporte et la disparition de son journal (La Tribune), la «placardisation» du Chamoine Viguier (La Défense) par l'évêché lui-même, ponctué par le changement de nom du journal (La Vie quercynoise) et la suspension, pour deux ans, de La Dépêche.

Après 44 les militants survivants, privés des listes, détruites par sécurité en 39, ont évalué à 200 maximum, les adhérents d'avant guerre, dont une petite moitié seulement a été interrogée par la police ou la gendarmerie. Laborie, sur la fois des rapports préfectoraux, rapporte 561 interpellations sur les 1000 adhérents (sic) évalués par les RG! Deux chiffres qui démontrent qu'il s'agit non seulement d'isoler le PC, mais d'intimider toute la gauche militante.

Au PS national, la destruction du PC sonne comme une divine surprise, on va peut-être solder le congrès de Tours! Sauf que dans le Lot, depuis 36, se sont créés des liens que les socialistes, souvent ultra-pacifistes, hésitent à briser. Si bien que leur journal «Le Travail», censuré, doit se saborder en septembre 39, preuve, si besoin est, que, neuf mois avant le triomphe de Pétain, les mesures anticommunistes impactent déjà les socialistes de gauche. Les communistes, qui n'en rajoutent pas, ne sont pas exclus (Victor Lafage) de l'UD CGT où les socialistes sont majoritaires.

Si la peur paralyse certains militants, d'autres relèvent la tête. Comme Georges Cance de Biars, que l'ont révoquera en 40, de son poste de conseiller municipal, mais dont l'équation personnelle, sur la commune, est telle que, pendant quatre ans, il ne sera jamais inquiété pour toutes les paroles pro-communistes qu'il sème sans modération partout où il passe. Les communistes, grands blessés de 14-18, intouchables, même par le décret du ministre socialiste Sérol (la diffusion des idées communistes devient passible de la peine de mort), jouent parfois dans cette catégorie (Laval au Pigeon ou Samiard à Reyrevignes,,). La délation, toujours anticommuniste, stimulée par les notables (5), pourrait la République de l'intérieur.

Un traitement spécial est réservé à Cassagnade, mobilisé dans un régiment disciplinaire, où sont rassemblés les « meneurs » communistes.

Le jeune secrétaire fédéral, Léon Feix des Quatre Routes, interpellé (juin 40) et condamné à de la prison avec sursis, saute du prétoire dans la clandestinité, envoyé en Algérie par la direction du parti. Où jusqu'à la Libération, il animera le collectif de communistes algérois chargé de maintenir le lien avec le groupe de parlementaires communistes que Vichy a regroupé à la prison de Maison Carrée d'Alger. La maison familiale fera, quatre ans durant, l'objet des attentions de la gendarmerie de Vayrac. Sauf pour y animer quelques réunions, Feix, membre du Comité Central jusqu'aux années 80, ne reviendra jamais militer dans le Lot.

Par contre on peut noter que les juges de Cahors ne feront pas, dans cette période ou l'anticommunisme est débridé, preuve d'un zèle excessif. Au cas Feix, on peut ajouter celui de d'Edouard Laval dont la dénonciation par un quidam de Salviac, qui a fourni la marque du véhicule qui distribuait, nuitamment et à la volée, des papillons communistes, a été invalidée par le juge pour «inexactitude sur la couleur du véhicule». De même le

père de Maurice Pélissier, dénoncé pour avoir "insulté" le gouvernement de Daladier dans un bistrot de Gourdon sera relaxé par le tribunal de Cahors où il se présente en compagnie de son fils, permissionnaire en uniforme.

Dans le PC débute alors la valse des responsables qui sécurise l'appareil mais qui oblige souvent la reconstruction du réseau à partir de zéro. En fait l'organisation du PC, par la répression, la peur et par la mobilisation militaire, est quasiment détruite dans le Lot, mais des communistes restent présents et font, avant tous les autres, l'apprentissage sinon de la clandestinité ou, du moins, de la discrétion. Aujourd'hui on sait que la direction du Pcf, qui n'avait pas anticipé une éventuelle dissolution (archives de l'Internationale), avait bien d'autres priorités que le contact avec la demi douzaine de militants encore opérationnels dans le Lot. Pour vaincre la peur, dont une nouvelle couche va s'étaler en juin 40, ceux-ci analysent individuellement la situation, avec le peu d'infos qu'ils parviennent à se procurer, ou à déduire de la propagande bourgeoise. La presse communiste n'existe plus mais des communistes cheminots, ou postiers circulent toujours. Et ils improvisent (6) en appliquant mécaniquement, le prisme léniniste, anti-impérialiste de 1914, qui convient, apparemment, si bien à cette situation de guerre, pourtant déclarée, mais qui, pendant 9 mois, de fait, se résumera, en fait, à une tapageuse rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne.

(1)- 0,35% en France contre 1,43% en Angleterre, 1,3% en Prusse au 19^e siècle

(2)- En réponse aux évêques français, le Vatican, en 1842, écrit: «Oui il y a péché pour l'époux, lorsqu'il se retire du lieu de consommation et se répand hors du réceptacle...»

(3)- Recensement minimum en 1954=148000 contre 296000 en 1861 et 167000 en 2003

(4)- Paulin Ratier, ébéniste maurusois installé à Paris, autodidacte de la mécanique, entré dans le milieu de l'aviation par la réparation des hélices en bois, revient au pays en 34, avec le brevet de l'hélice à pas variable.

(5)- De Monzie et Loubet protestent contre la nomination, dans le figeacois, d'une institutrice dont le mari est communiste...

(6)- «les traîtres français qui tirent au ronéo dans les caves des tracts clandestins à la gloire de Moscou...» La Dépêche, février 40 qui titre: «les Thénardiens de la trahison». Quel compliment...!

40-La France au fond du trou

Donc, huit mois après la mobilisation de septembre 39, on joue à la belote sur la ligne Maginot. Brusquement, le 10 mai 40, les panzers, qu'on attendait de face, dévalent à travers la Belgique et déboulent sur l'arrière. En moins d'un mois, cent mille soldats français sont tués et deux millions, 50% de l'effectif total, sont prisonniers. Pendant cinq années ils vont remplacer, dans l'appareil économique allemand, les mobilisés de la Wehrmacht. Cerise sur le gâteau, Hitler vient de mettre la main sur l'essentiel du matériel, et du potentiel militaire-industriel, de ce que l'on croyait être la meilleure armée du Monde.

Une colonne de réfugiés et de militaires débandés envahissent le Lot par le nord (1). Les combattants de 14-18 sont sidérés par la vue ces soldats en retraite qui avouent n'avoir tiré aucune cartouche. Ah si Pétain, le vainqueur de Verdun, avait été là! Le 10 juillet, réunis en congrès à Vichy, hormis les communistes qui sont en prison., les parlementaires jettent ce qui reste de la République aux orties, Les six «républicains» lotois, apeurés, prétendra le sénateur Garrigou en 44, votent, avec De Monzie, comme un seul homme, la mort de la République installée par leurs ancêtres. En fait, et les recherches historiques (Annie Lacroix-Riz) le confirmeront après 1990, la bourgeoisie française vient de finaliser une démarche engagée dès 36 visant à créer, avec, et autour de l'Allemagne, en Europe, une puissance capable, espère-t-on, de rayer le «l'hypothèse soviéto-communiste» du subconscient des peuples du continent. Pétain est là, les lois répressives de 39 restent en vigueur et vont, maintenant, concerner certains de ceux qui les ont voté.

A ce stade, l'envie vient de parler du sieur De Monzie, qui me paraît, chez Laborie, bénéficiaire d'un a priori plutôt favorable. Il s'étonne de la «démarche du PC» envers De Monzie en mai 40. En fait, pour une fois, Laborie s'égare, c'est De Monzie qui, activant une relation d'avant guerre, qui visait à faire participer les intellectuels communistes au chantier de la nouvelle encyclopédie dont il avait la charge, a voulu, via Georges Politzer(2), entrer en relation avec la direction du Pcf que son gouvernement pourchasse. Cette démarche n'étonne guère les connaisseurs de la personnalité du ministre éternel, qui toujours, a pratiqué «l'œcuménisme intéressé» tous azimuts. Sa campagne de 36, est, de ce point de vue, un bijou(3). La réponse des dirigeants clandestins qui réclament l'armement de la population parisienne, et la levée de l'interdiction du PC, montre qu'ils dominent mieux la situation française que la situation internationale, et n'entretiennent aucune illusion ni sur le personnage ni sur son ministère. Quelques mois auparavant, il avait déjà conduit une manœuvre solitaire analogue en direction de l'ambassade de l'URSS en vue de l'acquisition d'avions de chasse soviétiques (récit de P Cot ministre de l'air). Plutôt que de les analyser objectivement, il est parfois, de bon ton de moquer ces propositions du tandem Duclos-Franchon, qui, planqué dans la région parisienne, dirige alors le PC. Pourtant, 18 mois plus tard, que fera Staline quand les nazis arriveront devant Moscou et Leningrad, sinon distribuer abondamment armes et munitions? Et les allemands, qui n'entreront jamais dans les capitales soviétiques, plastronneront, pendant quatre années pleines, dans Paris, déclaré «ville ouverte» dès qu'un panzer aura dépassé

Beauvais! « Paris martyrisé » dira, en 44, De Gaulle. Mais, sans doute par charité chrétienne, on évite toujours soigneusement de comparer la position du PC illégal avec celle des autres forces politiques, toutes aux affaires pourtant, de l'époque...

Donc, on n'a pas fait la guerre, mais la répression continue, on ne cherche plus les responsables de la guerre, c'était les communistes, on désigne les responsables de la défaite, c'est la « juiverie maçonnique ». En clair les radicalo-socialistes. Dans le collimateur pétainiste, le Front Populaire (la semaine des deux dimanches) se reconstitue, les radicaux et les socialistes se retrouvent, sans l'avoir prévu, et encore moins voulu, mêlés aux communistes. Sauf que ces partis, sans être interdits se dissolvent dans l'indignité générale. C'est l'hallali, comme les autres, le Conseil Général du Lot est dissous, son président, De Monzie, dit « amen ». Quand, en 42, on secouera son siège de maire de Cahors, à la révocation, il préférera la démission. Aucun des 29 conseillers généraux, ne sera franchement résistant. Ruée générale vers la Légion de Pétain où la forte odeur d'encens n'indispose plus ces anticléricaux de jadis. Pour eux, l'honneur, plutôt que dans la fidélité à un idéal, se mesure à la dorure des fauteuils qu'on occupe encore.

Mais, la position couchée des arrivistes, ne protège nullement les sincères de la répression, soft, mais répression quand même. Deux catégories sont visées, les enseignants et les francs-maçons. Comme chez les communistes, l'année d'avant, il y a ceux qui abjurent comme Loubet, maire de Figeac, ceux dont le dos s'arrondi et ceux qui, comme Chapou, Forestier ou Cadiergues (4), gardent la tête haute. Dans les deux derniers paquets on retrouve l'essentiel des socialistes paysans qui, en 36, ont soutenu Cassagnade. Sans le savoir, ils sont déjà mentalement prêts pour accueillir, sur leurs terres, les maquisards.

Intelligemment, Vichy, pour tous ces orphelins de la république des notables a créé « la Légion » qui veut regrouper tous les adhérents des anciens partis du paysage politique « civilisé ». En 41 c'est un succès, plus de 5000 personnes sont rassemblées sur les allées Fènelon, pour écouter le tribun pétainiste, Philippe Henriot, L'ex conseiller municipal communiste Victor Lafage, qui siffle l'Internationale sur le boulevard, termine, lui, son après-midi au poste de police. Mais c'est un feu de paille, vite, le statut de la Légion passe de l'endroit où il faut se monter à celui où il faut éviter de se compromettre, en 42, Philippe Henriot ne déplacera plus que 500 auditeurs à Cahors.

En attendant, Vichy s'installe, des pratiques rappelant la « lettre de cachet » redeviennent courantes. Et tous les dénoncés ne s'en sortent pas aussi bien que ce paroissien de Loubressac qui avait pris l'habitude d'arrêter le boulanger avec un fanion rouge sur la fenêtre. Dénoncé par un voisin, parisien « replié », comme « communiste », il fera l'objet d'un rapport de la gendarmerie de Saint Céré, classé sans suite... Dans certains villages on espionne les instituteurs (trices) dans leur travail aussi bien que dans leur vie privée. Les bals, les fêtes votives sont interdits, les épouses et même les fiancées de prisonniers sont surveillées par des grenouilles de bénitier. Bref, un siècle et demi après 89, la liberté s'écrit en pointillés. La presse est aux ordres, il faut bien manger, alors si, pour certain, ce sera « Maréchal nous voilà! », pour la Dépêche, après le 10 juillet, ce sera « Maréchal pourquoi pas! ».

La poignée de communistes convaincus qui subsiste dans le Lot agit peu mais observe que dans le collimateur, elle n'est plus seule. Des solidarités vont être possibles, des militants extérieurs, démobilisés ou libérés des prisons (Gausserand en 41) vont arriver, avec des méthodes strictes, adaptées à la clandestinité. Jusqu'au bout (Août 44) aucun des principaux dirigeants communistes lotois ne tombera dans les mains de la police. Il est vrai que leur installation dans le figeacois plutôt que dans le cadurcien dépassera, jusqu'au bout, l'entendement de la police lotoise! Pourtant, les 42% de 36, les grèves qui ont suivi, la proximité du noeud ferroviaire de Capdenac, du bassin minier de Decazeville désignent Figeac aux décideurs communistes. Sur Paris, Duclos (5) évalue à 200 le nombre de militants disponibles, dans le Lot on peut diviser par dix ce chiffre.

Malheureusement, nous ne disposons pas des témoignages de Gausserand, pour expliquer la reconstruction des liens, les contacts avec les anciens militants lotois qui, évidemment, étaient sur leur garde.

En 54, au quincailleur saint céréen, Georges Tauran, convoqué à Paris pour traiter du cas Poujade, Duclos aurait dit qu'en 39-40, le PC avait du se passer et se méfier de toutes les administrations françaises mais que des postiers, des cheminots, des enseignants et même des policiers et des banquiers, inconnus avant, « nous ont sauvés »! Sans beaucoup de risques on peut extrapoler au Lot cette remarque. Pendant qu'on surveille les anciens qui ne bougent plus, des nouveaux « sortent de l'ombre ». C'est un PC bis qui se reconstruit à partir de ceux dont la profession favorise les déplacements, cheminots, PTT (facteurs, Magot le lignard PTT) Gausserand tablera aussi sur la base socialiste qui est orpheline des ses chefs et sur les 400 jeunes métallos de chez Ratier dont beaucoup, ont, encore, un pied dans la ruralité environnante.

(1)-Cahors dépasse brusquement les 50 000 âmes

(2)-fusillé par les nazis en 42

3)-voir Rouge Cœur d'Henri Thamier.

(4)- Comme Chapou révoqué de son poste de professeur du lycée Gambetta, Forestier, du Syndicat des instituteurs et Cadiergues, rédacteur du journal socialiste « Le Travail » dont l'unique fils sera tué après la libération de Cahors, sont révoqués de leur poste d'instituteur (Aynac et Lacapelle Marival)

(5)- Mémoires

41-42- S'unir

Le régime qui, à partir de juillet 40, s'installe sur le tiers sud de la France est l'exact contraire d'une République. Dans un emballage Louis Philippard, on trouve une mixture savante de cléralisme à haute dose (pour la partie la moins catholique de l'hexagone!), de contrainte policière et de négation du suffrage universel. Pour faire passer cette potion, un moyen vieux d'un siècle, l'anti-partageux, l'anti-communard, l'anti-communisme, le mal absolu. Contre le communisme, tout est bon, la délation n'est plus un pêché, c'est même recommandé. D'ailleurs, pourquoi se gêner, n'est-ce pas le radical Daladier qui, en 39, a donné le feu vert?

Le communisme est partout, dans le divorce comme dans l'adultère, dans les sifflets des actualités cinématographiques comme dans les repas de battage un peu arrosés, dans l'écoute de la radio anglaise comme dans les expressions comme «Boches» ou «schleu». C'est un «chancre». A force de jeter des pierres sur cet arbre, certains en viennent à se demander si, dans les branches les plus hautes, il n'y aurait pas quelques fruits ! Laborie note que, dans le Lot, les preuves de cet anticommunisme sont si nombreuses qu'il aurait, facilement, pu doubler son livre (400 pages pourtant).

Les communistes, qui s'emploient à ne donner aucune prise à la vindicte officielle, et permanente, essayent de décrypter dans la propagande vichyste le grain de la vérité, et en déduisent une compréhension forcément sommaire de la situation.

Fin mai, début juin 41, un métallurgiste toulousain aménage, avec femme et enfants, dans un petit pavillon du quartier de la gare de Figeac. Libéré de Nexon(1), Gausserand, alias René, est à pied d'oeuvre. C'est un militant aguerrri (candidat communiste sur Revel en 36), qui maîtrise complètement les problèmes posés par la clandestinité, problèmes assimilés pendant les dix mois qu'il vient de passer dans les camps d'internement que le gouvernement Daladier a ouvert (octobre 39) pour parquer les communistes.

Le 21 de ce mois, les nazis attaquent l'URSS, le niveau de l'anticommunisme monte, encore, de plusieurs crans. Pendant six mois l'Armée Rouge recule, à Cahors les vichystes plastronnent mais, en novembre, un tract communiste, qui appelle à la résistance dans un «Front National» surprend. En décembre, Pearl Harbour, l'entrée en guerre des USA, et aussi l'échec des nazis devant Moscou (nouvelles armes, T34, roquettes katouchia,..) sont, sauf dans les milieux patriotes, occultés.

Dans le Lot, et la zone sud, les communistes n'ont pas, comme dans la zone occupée, connu ni l'OS, ni les BJ (2). Surpris, ils entendent René leur expliquer que la politique peut se mener avec d'autres moyens. Il montre que si Fabien a tué un officier nazi à Paris (21Août 41), c'est pour semer la peur dans l'armée allemande. On parle de la grève des mineurs du Nord (avril 41) et des partisans soviétiques qui attaquent les arrières de l'armée nazie, arrières qui commencent, maintenant, chez nous, à Brest. D'ailleurs, si le PC a créé les FTPF (3) en mai 41, c'est pour combattre, former une armée de guérilla. La politique, maintenant, devient de la guerre. C'est ce que déballe René, à ceux qui veulent bien l'écouter, dans un département où il n'y a, encore, aucun allemand mais où une usine, Ratier, travaille pour les nazis (Heinkel), et où une bonne part de la production agricole est déviée vers l'Allemagne. Il faut s'unir, s'armer, se battre! Il a raison, mais est-ce possible?

Dans la maison d'à coté, chez les socialistes, depuis le 10 juillet 40, le parti a disparu, liquéfié, volatilisé sans même avoir été interdit. Des militants socialistes, révoltés, lotois peu connus, mais dynamiques (Chapou, Metges..) lancent des mouvements, des structures, hors partis politiques puisque ceux-ci sont discrédités, AS, Libérer et Fédérer, Libération etc.. sans coordination entre elles. Sur le plan militaire, la divergence avec le PC qui veut engager, au plus vite, le combat, est forte. Par exemple, l'Armée Secrète, qui groupe souvent d'anciens militaires de carrière démobilisés d'une armée qui n'existe plus, est active dans le Lot, mais n'envisage le combat qu'à partir du jour «J», elle veut donc recruter, et éventuellement former, de futurs soldats qui au jour J s'intégreront dans l'armée de libération alliée. Ce sont des militaires, patriotes certes, anti-nazis, mais c'est une variante de la stratégie «Maginot» qui les anime, à des kms de l'objectif «guérilla» des communistes. Mais ces militaires, souvent de sensibilité de droite, mais pas toujours, plutôt républicains, sont encore soldés par Vichy, ce qui, évidemment, les rend dépendants. Néanmoins, l'oisiveté forcée ne les immunise nullement des contacts, parfois rugueux, qu'ils peuvent avoir avec les anciens combattants de 14-18, souvent paysans dans le Lot, qui digèrent difficilement la débandade de 40, et la mettent de plus en plus souvent sur le compte des « gradés » et d'une probable trahison soupçonnée « en haut lieu ». De plus, ces gens, qui ont reçu une formation militaire solide, ont gardé des contacts entre eux, et n'ont pas manqué, en décembre 41, de constater l'échec des allemands devant Moscou, et l'entrée des USA dans la guerre. Ils raisonnent objectivement et notent que les 150 millions de germano-italo-japonnais ont devant eux deux ou trois fois plus d'adversaires (Anglais+soviétiques+américains), avec un potentiel industriel très largement supérieur. Donc la prévision de De Gaulle (18 juin 40), « des forces mécaniques supérieures vont entrer dans la bataille », se réalise et la donne s'en trouve bouleversée. Désormais, majoritairement dubitatifs, ils vont, souvent, « couvrir » la minorité qui franchit le « rubicon » pour s'engager, au travers de multiples organisations (AS, ORA, Corps Francs...), dans la Résistance gaulliste.

Dans la région c'est l'AS qui domine, et avec les organisation civiles des contacts se nouent. L'accord se

fait sur l'objectif de manifester le plus spectaculairement possible aux deux dates les plus symboliques, 14 juillet pour la République et 11 novembre pour l'indépendance de la France. Aux tracts communistes du 8 novembre 41 succède le rassemblement républicain du 14 juillet 42 devant la statue de Gambetta.

Le 22 octobre 42, à Figeac, contre la désignation de 16 ouvriers pour partir en Allemagne, la première grève(2h) de l'usine, et du Lot sous Vichy, éclate chez Ratier (et chez Citroën). Elle est totale dans les cols bleu, partielle dans les bureaux (Edith Mir). Le vomissement médiatique et préfectoral sur «l'égoïsme des ouvriers» tombe à plat. «C'est un coup des cocos!», la police ne sait rien de plus. Qui a pu monter une telle action? Surement pas l'ouvreur toulousain du GSF qui travaille chez Bardet (concession Renault) où tout est resté calme... Le 11 nov, trois semaines plus tard, le Préfet qui a menacé les ouvriers de Ratier, contre partiellement la Résistance en mobilisant spécialement toutes les gendarmeries le matin (3). Mais, les allemands qui envahissent la zone sud, arrivent à Cahors dans l'après midi.

Du coup, l'objectif s'éclaire brusquement, l'ennemi qui campe au milieu du chef-lieu, et ses supplétifs (gestapo, milice, etc...) doivent être chassés, et c'est là dessus que l'unité de la Résistance va se construire. Dans les bistrotts, les cours des lycées, une «faune» à qui sont interdits aussi bien les bals que le jazz, qu'on menace d'envoyer en Allemagne chaque fois qu'elle «manque de respect» à Vichy ou à la «vieille baderne» qui supervise cette cloaque, commence à prendre les invectives anti-communistes pour des compliments. La jeunesse devient rebelle. Mais dans la main de René, une carte manque pour, comme le demande la direction lyonnaise du parti, exploiter complètement ce filon. Il lui faudrait quelqu'un capable de maîtriser la dimension militaire du problème. L'oiseau rare va arriver... en 43.

(1)-Haute Vienne, camp d'internement des communistes

(2)- L'Organisation Spéciale créée pour protéger les manifestations contre les arrestations policières et la récupération d'armes abandonnées en 40. Les Bataillons de la Jeunesse créés pour organiser les attentats anti-allemands. Voir le livre d'Albert Ouzoulias sur les réticences énormes à surmonter pour convaincre les militants, même jeunes, à adopter ces méthodes d'action. Pierre Georges (Fabien) parcourra toute la zone occupée pour convaincre et stimuler, y compris en donnant l'exemple (Métro Barbes à Paris)

(3)- Franc-Tireurs et Partisans Français créés en mai 41, dirigés par Charles Tillon, dont chaque mot est chargé d'une signification. Franc-Tireurs en référence aux insoumis de la capitulation de Sedan (1870), Partisans pour rappeler les combats sur les arrières des armées blanches en Russie et Français pour nommer la patrie. C'est le bras armé du « Front National », qui absorbe les anciens de l'OS et des BJ. Conçu comme une armée de guérilla qui se développe en combattant, des petits groupes mobiles, qui ne doivent engager le combat que lorsqu'ils sont sûrs de gagner. Concept révolutionnaire à l'époque, les républicains espagnols regretteront toujours d'avoir sous estimé cette tactique lors de la guerre d'Espagne.

(4)- Le préfet menace, via la direction, les travailleurs qui manifesteraient le 11 nov, de 3 mois de prison ferme. Dans plusieurs chef lieu de canton, des gerbes sont déposées sur les monuments aux morts. A Cajarc on hisse les couleurs.

43-S'armer

Des jeunes, toujours plus nombreux, cherchent, qui un moyen de se soustraire aux menaces de désignations pour l'Allemagne, devenues courantes dès octobre 41, qui le contact avec les communistes, ces pestiférés, dont on parle partout mais qu'on ne voit pas. Alors on prend de la distance par rapport aux gendarmeries, soit dans la famille située dans les petites communes environnantes des chefs lieu de canton, soit en squattant les vieilles bâtisses libérées dans les bois par l'exode rural, soit par l'embauche dans les entreprises forestières qui sont nombreuses à cette époque aussi bien dans la Bouriane et le Causse que dans le Ségala. Il convient de noter qu'à l'époque, le Lot, surtout le Ségala, est bien plus boisé qu'aujourd'hui. Ce n'est pas, des bosquets au milieu de prés ou de champs comme on le constate maintenant, mais l'inverse, des prés ou champs entourés de forêts de feuillus (chênes et châtaigniers) épaisses qui dominent et envahissent progressivement les chemins et même les routes mal entretenues, faute de cantoniers, depuis la mobilisation de 39.

Des bandes de jeunes se forment, qui, parfois, pour survivre, chapardent un peu. Ce qui suffit, à la presse vichyste, pour en faire des «bandits». Rapidement les responsables de l'AS voient dans ces «bandes» la possibilité de constituer l'armée du jour J, qu'il suffit d'abord, pour les contrôler, de ravitailler. Dès lors, le vocabulaire évolue, ces «bandes» deviennent des «maquis» qu'on désigne par le nom de ceux qui les chapeautent, Monpeyssin sur Saint Céré, Vayssette sur Figeac, Chapou sur Cahors, etc..Même entourés de guillemets dans la presse vichyste les mots « maquis ou maquisards » supposent organisation et discipline, ils respectabilisent ceux qu'ils désignent, et, du coup, la Résistance marque un point non négligeable.

Pendant que les maquis s'étoffent et s'organisent, le PC continue de s'activer. En avril 43, Georges Tauran dépose nuitamment, comme à son habitude, des petits paquets de tracts, calés par des pierres, sur les rebords de fenêtre et murets autour de l'usine Cance de St Céré, puis, sur le coup de midi, va goûter un apéro dans le bistro qui jouxte l'usine. Un tract trône sur le comptoir, il le saisit, le patron l'interpelle: «cette fois, il ont

pris une raclée, les schleus, 22 généraux d'un seul coup et un maréchal en prime», interloqué, Tauran lâche une banalité, fini son anisette et disparaît. Le tract sur Stalingrad a tapé juste ! Et là on ne lit pas, comme dans "La Dépêche", un mois avant, que les allemands se sont repliés sur des positions "préparées à l'avance", manifestement cette version est appréciée. A Biars, Cance fait la même constatation.

La super clandestinité, efficace contre la répression, devient un handicap pour le recrutement. On réactive des militants d'avant guerre, mais c'est dangereux (1). Le plus payant est de recruter des ex-socialistes bien moins surveillés, qui, en groupes (2), franchissent le rubicon et servent d'intermédiaire entre les jeunes et le maquis du secteur.

En fin de printemps 43, un cheminot communiste de Capdenac demande à René de planquer un résistant pisté par la gestapo de Montpellier, lequel, toujours prudent, renvoie, ce colis inconnu, donc suspect, sur Vayssette qui le transporte dans le maquis de Predeignes. Robert Noireau vient d'entrer dans le Lot!

L'homme, trentaine sonnée, allure sportive, plus de 1,80m, qui débarque dans la vieille grange de Predeignes qui sert d'abris à une à douzaine d'imberbes désœuvrés, surprend son auditoire quand il explique son programme. «Guerre il y a, guerre il faut faire. Les nazis, qui terminent leur deuxième hiver russe sous des tentes, viennent d'être battus à Stalingrad, ils seront défaits. Il faut entrer dans la bagarre pour que la France redevienne une République et soit respectée». Hormis celui qui sert d'intermédiaire avec Vayssette et qui, manifestement ne voit pas le problème de cette façon, tous approuvent. Ceux qui cherchaient le PC l'ont trouvé!

Bien sûr, Noireau n'a pas tout dit, surtout pas son nom, on l'appellera «Georges», il ne détaille pas son CV. Famille de mineur du Nord, il connaît Thorez, sa première femme, Aurore. Permanent de la CGT-mines en 36, il est clandestin depuis 39, arrêté deux fois, évadé deux fois, Santé et Rodez (pris à Decazeville en 41); il revient du bassin minier d'Alès où des camarades l'ont prévenu, à temps, qu'il était «logé» par la gestapo de Montpellier! De retour à Decazeville, le PC, via les cheminots de Capdenac, l'a détourné sur le Lot qui, dépend de la gestapo de Toulouse. Les maquis, il connaît, les Cévennes camisardes ont une longueur d'avance sur le Quercy. En plus, il a fait partie, en 40-41, de l'OS en région parisienne, juste le calibre dont René a besoin.

A Predeignes ça change, les vieux paysans, les jeunes croupissent dans les stalags, se frottent les yeux en voyant les «bandits» marcher au pas, en chantant la Marseillaise, l'Internationale ou La jeune Garde, faire de l'exercice, monter les couleurs etc...Georges parle avec eux et en déduit que les granges doivent être évacuées, qu'il y a besoin de main d'œuvre et que les délateurs doivent être réduits au silence. Les résidences bourgeoises vides remplacent, avantageusement, les granges dont les paysans ont besoin, les gars vont aider aux travaux des champs et, du côté de Latronquière, un délateur notoire passe dans le viseur d'un fusil de chasse. Le message, reçu 5/5 est, comme prévu, relayé par la presse vichyste qui en dissertant abondamment sur «les terroristes du Ségala» tombe en plein dans le panneau. Il fallait qu'on sache, dans les chaumières, que désormais les «bandits» étaient des soldats, c'est fait.

«Bessière», le nom d'un des premiers fusillés communiste parisien, est donné au maquis. Georges, qui ne sait pas qu'à Cahors, le commandant des gendarmes du Lot, Vessières, est à la tête d'un réseau gaulliste de gendarmes, n'est pas timide, il fait savoir à la gendarmerie de Bagnac que le zèle n'est pas obligatoire, même démarche sur Latronquière. Quand les gendarmes de Lacapelle enregistrent une plainte sur la disparition d'explosif dans une carrière de Cardaillac, ils referment le cahier et vont se chauffer autour du poêle. En juin 43, René Gratiat, instituteur, secrétaire de la Mairie de Gorses reçoit Georges qui lui explique que le maquis a besoin de tickets de rationnement, et qu'il compte sur lui pour généraliser à toutes les mairies cette «cotisation» qui devrait être gratuite si on «tripote» un peu les formulaires.

Via René, Georges fait la connaissance de Chapou, un professeur socialiste révoqué qui chapeaute, sur Cahors, à la manière de Vayssette, un maquis où les jeunes communistes sont nombreux(3) et déjà fortement impressionnés par la réputation, médiatique, du maquis «Bessière». Entre Georges et Chapou le courant passe, même tempérament, même analyse de la situation nationale, la France doit se libérer elle-même, et internationale, la guerre a basculé à Stalingrad.

Chapou, qui a des contacts avec la Résistance toulousaine, propose le passage de tous les maquis du Lot sous le label MUR (Mouvements Unis de la Résistance), Georges et René, bien que militant pour les FTP, par soucis d'unité, acceptent. Mais nombre de communistes, ne trouvant pas les clés pour contacter le PC sont entrés dans les structures résistantes plus visibles. Par leur activité, ils y occupent souvent des postes de responsabilité tant et si bien qu'ils se retrouvent en majorité dans la direction des MUR lotois. Le dilemme Jour J-action immédiate n'est pas tranché, mais la balance penche vers le 2° plateau. Une organisation souple, chapeautée par Chapou est formée. Dêfenin, un ex-socialiste, basé au centre du département, s'appuyant sur un groupe de maquisards particulièrement motivés (Ariza..), est chargé d'assurer la sécurité des maquis en attaquant les prédateurs (gestapo, milice, faux maquis, délateurs etc..) jusque dans leurs nids cadurciens. Le combat va se durcir, les socialistes (Chapou (Philippe), Collignon (AS), Verlhac, Lafargue), trois ans après le communiste Noireau, passent dans la clandestinité.

(1) Cas de Victor Lafage, conseiller municipal communiste de Cahors révoqué. Arrêté, torturé, déporté par la gestapo en Allemagne où il mourra en janvier 45.

(2) Sur Lacapelle Marival, une bonne partie de la section PS d'avant guerre passe au PC, suivant la famille Murat, café restaurant du foirail, père facteur à Gorses, dont le fils, Michel, ouvrier chez Ratier, relaye

Gausserand dans l'usine.

(3) René Andrieu, étudiant communiste à Toulouse, passera par là quand le STO le poussera vers le maquis.

43-2-Se battre

A Figeac, René, qui, outre Noireau, a reçu de la direction lyonnaise du PC, un autre renfort de poids, en la personne du lyonnais Maurice Gay, brûlé dans la capitale des Gaules, décline une directive qui invite à la création d'une structure pour les jeunes qui, pour des raisons diverses, études, travail, etc.. ne souhaitent pas intégrer les maquis. Les FUJP(1) essaient rapidement sur Cahors.

Encore plus lourdement plombée dans le Lot par la grève Ratier d'octobre 42, qu'ailleurs, la Relève (des jeunes ouvriers en échange du retour de prisonniers), devient obligatoire, c'est le STO. Mais les retours de prisonniers sont homéopathiques et sujets à caution. On constate que beaucoup viennent de ...Suisse ou étaient internés quelques régiments qui, en 40, avaient échappé aux allemands ou ne concernent que des prisonniers malades(2). Il s'agit donc d'un marché de dupe. A la gare de Cahors, le départ des premiers STO (fev-mars 43, 12% d'absents) donne lieu à des manifestations hostiles(3) ; en août, 95% des convoqués sont portés « défaillants » ! Le préfet, tancé par ses supérieurs, lance les gendarmes sur les traces des défaillants, il convoque des GMR du Cantal et de la Corrèze, le résultat est quasi nul, partout, la population, souvent prévenue par des fuites issues des gendarmeries, prend le parti des réfractaires.

Même si tous ne passent pas aux maquis, il en vient assez pour imposer un changement de structure. Philippe (Chapou), comme Georges, prône la dispersion en petits groupes mobiles. Il faut des cadres, assimiler les méthodes de la clandestinité, et aussi des armes pour ces jeunes qui veulent en découdre. Ces problèmes provoquent une crise dans l'AS, dont une partie est, maintenant, favorable à l'action immédiate. En juillet 43, ceux, les Veny, qui veulent rester sous contrôle strict de Londres font scission.

Philippe, Georges et le PC poursuivent leur travail d'organisation des maquis, de ravitaillement, de formation et de protection. On agit souvent la nuit, et le jour on parle, Vichy tient rarement le beau rôle. Au maquis, des mains expertes sculptent des objets inattendus, de petits cercueils, peints en noir, expédiés par la poste, ils provoquent un effet salutaire quand les bavards anti-maquis ou collabos notoires, déplient le paquet devant le facteur. La peur, arme majeure dans cette période, change de camp.

Le 11 novembre approche et le Préfet tient à prendre les devants. Dix jours avant, on annonce un tas d'interdictions qui, pour les résistants, sont autant de provocations. Le 11 à 11h le chantier de traverses de Biars s'arrête ; à Figeac, Ratier débraye et le sous-préfet, impressionné par la détermination du personnel, relâche les deux ouvriers interpellés devant le monument aux morts. A Bagnac, 20 maquisards de «Bessière» descendent d'un camion et, au pas, vont déposer une gerbe au monument aux morts, couleurs, minute de silence, et départ identique, rien ne manque, c'est signé: Georges. A Marcillac, les hommes de Philippe entament la commémoration à 10h, avec tout le maquis «France» en armes, même démarche qu'à Bagnac, moins martiale mais avec la Marseillaise et banquet champêtre en plus. Dans tous les cas, ces actions spectaculaires impressionnent les populations. Les gendarmes n'ont pas bougé, les allemands, appuyés par la milice, vont devoir, dans les faits, prendre la répression en main.

Les MURs de Toulouse, en liaison avec Londres, cherchent un terrain discret d'aviation et de parachutage. Après étude avec Chapou, Georges et Monpeyssen, ils le localisent aux Luzettes, entre Sousceyrac et le Cantal. A 150Kms au nord de Toulouse, ce site permet de raccourcir la distance avec l'Angleterre, donc de charger davantage les avions. La présence des maquis Timo et Bessière sécurise le dispositif. Le 29 novembre 43 les premiers avions arrivent, le 30, Imbert (AS MUR), pris, à Cahors, par la gestapo, avec des armes qui venaient des Luzettes, est abattu en tentant de fuir. Craquements dans l'évêché, où l'archiprêtre Daraquy refuse la demande allemande d'avancer l'heure des obsèques qui seront, pour la population de Cahors l'occasion d'exprimer son sentiment. 7000 personnes (Chiffre RG) participent à ces funérailles où une rumeur parcourt la foule: « les chefs de la Résistance sont là ». Un mois avant le réveillon 44, politiquement, Vichy, au chef lieu, n'existe plus!

Rapidement, Georges, qui surveille de près les activités de parachutage, exige, et obtient, qu'une partie des armes parachutées reviennent aux MURs du Lot qui, du coup, vont être, en armement léger, correctement équipés. Parallèlement, divers coups de main, toujours habilement ciblés pour préserver l'empathie de la population, permettent d'assurer une intendance à peu près correcte à tous les maquis qui s'étoffent continuellement. Les perceptions, la poste, les collaborateurs, les mairies, des entreprises sont mises à contribution pour fournir de l'argent, des véhicules, des uniformes (Ruscassie à Gramat) etc...à la Résistance qui, en retour, barre la route devant les réquisitions vichystes sur les paysans.

Philippe et Georges étendent, aux maquis qu'ils contrôlent directement, l'ordre et la discipline qui règne à Bessière, notamment sur le pillage. Philippe intervient si durement sur le maquis Timo (Sousceyrac) que son chef, Monpeyssen (4), abandonne ses hommes et part en Haute Corrèze. Georges demande,, alors, à R Gratiat de lâcher son poste d'instituteur à Gorses pour reprendre la direction de ce maquis renommé: Guy Moquet, fusillé à Chateaubriant, fils d'un député communiste emprisonné à Alger.

Si le militaire avance vite, le politique garde la primauté. De Figeac, René et Gay poursuivent, en

voiture maintenant, plutôt qu'en vélo, dans tout le département, la reconstruction du PC. A partir des socialistes abandonnés de 40 et des nombreux jeunes qui adhèrent sur les bases du combat que le parti mène concrètement pour la Libération de la France, se constitue une force politique paradoxale, qui attire et qui, bien qu'interdite, agit, parfois, au grand jour. Les anciens, très minoritaires, qui se souviennent des insultes, des convocations dans les gendarmeries de 39 sont sidérés. Et il n'ont pas, encore, tout vu!

(1)- *Forces Unies de la Jeunesse Patriotique*

(2)- *Ainsi la libération de Cassagnade (mars 42), qui en simulant une maladie mentale a réussi un plan d'évasion, objectif de tout soldat prisonnier (4,75% d'évadés sur toute la guerre !), produit dans les milieux pétainistes des effets singuliers, retour des prisonniers, oui mais...pas des communistes ! Le battage médiatique, qui conduit le grand Jean à la prison du château du Roi, s'appuie sur les propos d'un adjudant délateur rapportant une reprise, par Cassagnade, d'un vers de l'Internationale: « Nos balles seront pour nos généraux... »*

(3)- *Une « Internationale », impromptue écorche les oreilles des officiels. Le Saint Céréen Paul Thomas et son frère, qui connaissent Paris, s'enfuirent à Austerlitz par le métro! Mais à Montreuil leur oncle, encore imbibé par le pétainisme croit bien faire en intervenant auprès du ministère (sic) des anciens combattants pour obtenir une filière pour passer en Angleterre. Cueillis à Hendaye par la Gestapo, sous le regard impuissant de leur oncle qui les a suivis dans un autre wagon afin de vérifier le bon déroulement de l'opération, ils vont passer deux ans dans l'enfer du camp nazi de Buchenwald. Pour corser le tout, il convient de savoir que Paul était déjà fiancé à Paulette Gratiat dont le frère René, instituteur à Gorse, par prudence, n'avait, dans sa famille, informé personne de son implication dans le maquis « Bessières » de Georges!*

(4)- *tué en 54 dans un accident d'avion de l'armée d'Indochine.*

44-se battre-des MUR aux FTPF

Fin 43, environ 400 maquisards sont répartis dans les 9 maquis lotois, soit une grosse centaine de plus qu'en juin lors de l'adhésion aux MURs et de la nomination de Philippe (Chapou) à la tête des 5 secteurs (Cahors-Figeac-Ségala-Souillac-Gourdon).

Le 9 janvier le maquis « Douaumont », enfant de Philippe, infiltré par la gestapo, tombe dans un traquenard à St Martin Labouval (4 tués, 21 prisonniers déportés sur 31 membres). Il faut réagir, Philippe met ses pas dans les traces de Georges : discipline encore renforcée, prudence et répression impitoyable des délateurs. Le 31 janvier Bessière « braque » la gendarmerie de Figeac, des coups de feu mais aucun blessé, l'armement de la gendarmerie prend la direction de Latronquièrre. A Cahors, la gestapo se pose une question : les gendarmes figeacois ont-ils vraiment résisté ? Surtout que pendant cette « attaque » un stock de 4,5 tonnes de riz a disparu de la gare. La presse ayant fait les choux gras sur « les terroristes qui affament les enfants des villes », Georges fait revenir le riz à la gare et, du coup, marque un point de plus dans l'opinion figeacoise et lotoise.

Début février, le commando Défenin, mal renseigné, rate une opération sur la gestapo de Cahors mais élimine plusieurs allemands et perd un homme, blessé exécuté sur place, en se repliant. Au même moment, les FUJP de Cahors dévalisent les bureaux du STO et jettent toute la paperasse dans les turbines du moulin St Jammes qui la répandent pendant plusieurs jours à la surface de la rivière, sous les yeux goguenards des badauds cadurciens. Mais le 25 février, 11 FUJP, victimes de bavardages imprudents, sont arrêtés, torturés et déportés par la gestapo, pendant que la wermacht investi le village de Caniac d'où le maquis s'est échappé.

En février 44 c'est donc la guerre dans le Lot. Alors que dans les maquis on veut agir, rendre coup pour coup, dans les sphères supérieures des MURs, ici ou là, on pense toujours au jour J, ne pas tuer d'allemands, attendre etc... Il faut trancher, et Philippe, qui fréquente beaucoup le réseau communiste tissé par René, tranche, ce sera les FTPF et pour faire bon poids, il adhère au Parti communiste. La quasi totalité des maquisards approuve et suit. Des MURs de Toulouse (R4), ils passent aux FTP de Limoges (R5). Et l'organisation qui prévaut déjà sur Figeac va être généralisée. Ici ou là, la discipline ultra rigoureuse de Georges surprend, surtout venant d'un communiste qui relaie les vrais militaires de l'AS. La peine de mort fait partie, au même titre que la corvée de « chiotte », de l'arsenal disciplinaire des FTP. Tout ce qui peut créer de « l'antipathie » dans la population est sanctionnable (vol, viol, pillage etc). En janvier un faux maquis qui rançonnait les paysans, a été démantelé dans le cajarcois, 4 exécutions, portées par voie d'affiches, à la connaissance de la population sanctionnent l'opération. Cette rigueur impressionne, aussi bien ceux, les plus nombreux, qui en sont fiers, que ceux qui en ont peur. En fait, les faux maquis étaient souvent des émanations des « milieux » toulousains ou montalbanais, intéressés par le marché noir (Les villes ont faim), et toujours plus ou moins pilotés en sous main par la milice pour déconsidérer les vrais (1). Dans le Lot, ils ont rapidement compris que les rapports avec la mondaine de Toulouse ou Montauban étaient, tous comptes faits, bien moins risqués que la fréquentation des FTP. Au passage on peut noter que dans le Lot, comme partout, les 150 miliciens qui sévissaient dans le département n'étaient pas du cru, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y avait pas de miliciens lotois. En fait, ceux-ci opéraient ailleurs, recrutés, parfois, sur des motivations aberrantes (exonération du STO par exemple...)

Une action n'est engagée que si on est sûr de gagner, l'opinion est un enjeu dont on tient le plus grand compte. L'occupation de Cajarc du 10 avril est un cas d'école. On occupe, on informe la population rassemblée pour la foire (2), après jugement d'une cour martiale, présidée par Chapou, on exécute 3 délateurs miliciens. Par téléphone, on appelle les allemands à la rescousse et on tend une embuscade sur la route de Cahors. A midi, convoi allemand détruit, la réussite est totale, mais la griserie du succès conduit à maintenir le dispositif pour accueillir les renforts allemands qui, c'est sûr, vont se porter au secours du convoi dont ils sont sans nouvelles. Plusieurs maquisards paieront de leur vie cette audace (3). Ces actions déclenchent un nouvel afflux de volontaires vers les maquis dont les effectifs dépassent largement les 500.

Au plan politique, le parti communiste, dans le nord du département, sort quasiment de la clandestinité. Tous les membres ont un devoir, renseigner et aider le maquis par tous les moyens, ce sont des FTP dits « statiques ». La presse, les tracts se distribuent en masse, certains jours de foire, dans le Ségala, Gausserand ou Gay, protégés ostensiblement par les FTP, prennent la parole. Alors que les autres, PS surtout, se reconstituent dans le cadurcien, le PC occupe tout l'espace dans le nord.

Dans le Ségala, l'ambiance est surréaliste (4), ne s'appliquent que les lois que les FTP approuvent, en gros la 3^e République. Les paperasses de Vichy servent surtout à allumer le feu. Dans les cours de récréation on ne joue plus au cow boy et aux indiens, c'est les maquis contre les « boches ». Les ados montent des embuscades en gardant les vaches et foncent, pour voir des maquisards de près, dans le Bois Bordet dès qu'on apprend qu'une boulangère de Lacapelle a vendu du pain à des inconnus. Les plus embarrassés sont les curés qui doivent conduire leurs ouailles dans un dédale de contradictions entre les ordres de l'évêché de Cahors englué dans un pétainisme pronazi incommensurable et leurs collègues Souyri et Cambou que Georges a recruté comme aumôniers des FTP et l'abbé que Gausserand a placé à la présidence du Front National de Figeac. Pour corser le tout, Georges fait savoir qu'une instance politique chapeaute la Résistance, présidée par Paul, le « préfet des bois »(5), un qualificatif astucieux qui ne peut inspirer que de la sympathie.

Dans la pénombre, un mot, un seul, distingue le bon grain de l'ivraie: Résistant, on l'est ou on ne l'est pas. En fait les subtilités des organisations sont très mal décodées. Le charron de Saint Céré, Georges Frégeac, peut aussi bien distribuer des tracts communistes avec Tauran, que faire le coup de main avec les Veny ou les FTP. Nombre de FTP figeacois ne savent pas qu'en fait, leur chef est plutôt le discret « René », qui, retour d'un « contact » descend du train de Brive, que le grand « Georges » qui, pistolet à la ceinture et très entouré, sirote un apéro à la terrasse du Glacier (4)!

Mieux qu'un long discours, le rapport du 6 avril du Préfet à Vichy note : « même la bourgeoisie souhaite la victoire de la Russie...la population de Gourdon s'est portée en foule au cimetière pour fleurir la tombe de 2 terroristes espagnols morts, les armes à la main, face à nos policiers ».

L'écho de l'opération de Cajarc, a rebondi jusqu'à l'état-major des FTP, lequel, le 25 avril, nomme Chapou à la tête des FTP de Corrèze sous le pseudo de Kléber. Georges devient alors le chef des FTP du Lot, c'est lui qui conduira la libération du Lot.

(1)-Andrieu, dans la critique méticuleuse du film de Louis Malle « Lacombe Lucien », situé par l'auteur dans le Quercy, et tourné dans le figeacois, qu'il publiera dans l'Huma à sa sortie, déplore l'impasse que ce film fait sur les rapports milice-milieu.

(2)- Des patriotes en armes occupent aujourd'hui votre ville. Au même titre que pour les patriotes d'autres pays occupés, l'heure est venue de participer d'une façon active à la Libération de la France... » (Tract distribué sur la foire).

(3)- Le détail de cette opération dans « le temps des partisans » de R Noireau et aussi dans « Capitaine Philippe » de G Cazard

(4)- lire « du bonheur et rien d'autre » de René Andrieu, quand il arrive à Figeac, dans le staff de Georges.

(5)- Il s'agit de Robert Dumas futur conseiller général de Catus.

44-Représailles et levée en masse

Au début du printemps 44, les forces en présence sont, d'une part, 400 allemands et « mongols » de Vlassov(1), armés correctement, basés à Cahors, au moral douteux, appuyés par cent cinquante miliciens, de l'autre un petit millier de maquisards équipés d'armes légères (Sten), militairement mal instruits, mais dotés d'un moral au zénith, éparpillés sur tout le territoire, commandé depuis le Ségala par un chef, le « Grand Georges » d'autant plus charismatique et craint qu'il est peu connu. Arrivé depuis moins d'un an dans le Lot, il commence juste à apparaître dans les papiers de la gestapo de Cahors, qui a réussi à infiltrer deux mouchards dans son entourage dont un va être démasqué et abattu et l'autre sera, après la Libération, reconnu, à Metz, par un gendarme lorrain, ex-maquisard dans le Lot, jugé et exécuté.

Son principal problème, est alors de gérer l'expansion du recrutement. Il en vient de partout, les jeunes, les espagnols, des toulousains, des parisiens (Jeanine, future épouse d'Andrieu). Il faut nourrir, loger tout ce monde, en clair, changer de dimension. Toutes les maisons bourgeoises insuffisamment utilisées, ou châteaux

sont réquisitionnés, des hameaux abandonnés sont réoccupés. Les « dizaines » de maquisards doivent bouger le plus souvent possible, d'une planque à l'autre.

Au confins du Cantal, le château de Bessonnie sert de centre de formation (2), dirigé par Jean Marcenac, où en groupe de 10 ou 15, les maquisards assimilent, en une semaine, des rudiments militaires mixé avec un brin de marxisme. Un enseignement dispensé par des « enseignants » qui n'en savent pas beaucoup plus que les élèves mais qui stimulent la curiosité en incitant à la lecture attentive des brochures dont ils disposent. C'est pas Saint Cyr, mais la motivation des « étudiants » compense les lacunes des « enseignants ». Un groupe d'indochinois, reliquat des 10 000 déportés du travail en métropole pour tenir les emplois à découvert suite à la mobilisation de 39, évadés des chantiers des barrages de la Dordogne, qui assure l'intendance et la surveillance du château, supplie, en permanence, et sans résultat, Marcenac et Georges, quand il passe, de les envoyer au combat. Mais les préjugés coloniaux, jusque chez les communistes, ont encore la vie dure, ce sera oui pour les espagnols mais non pour les vietnamiens.

Les coups de main des FTP sont quasi quotidiens. Sauf si elle juge qu'elle peut aider la répression, la presse, qui s'est aperçue qu'on pouvait la manipuler, se tait ou ment (« 80 bandits éliminés à Cajarc, dixit La Dépêche 15 jours après »). Mais les FTP qui ont désormais les moyens d'imprimer (une imprimerie de Figeac, patron compris, a été déplacée, et fonctionne, à Labastide du Haut Mont) et de diffuser, via les statiques, leurs infos, démolissent systématiquement la crédibilité de la presse vichyste.

En mai, les 11, 12 et 13, les allemands, qui sont conscients que leurs pouvoirs ne dépassent guère les trois ponts de Cahors, lancent, appuyés sur des renforts du Tarn et Garonne, une vaste expédition sur le figeacois où ils situent l'essentiel des forces résistantes. 800 hommes (dont 540 à Figeac) sont prélevés sur le Ségala (Saint Céré, Lacapelle (77), Latronquière, Bagnac, etc..) et déportés en Allemagne. Des exactions en tous genres (Pillage, viols, incendies, 19 assassinats...) ponctuent cette soldatesque (3), pilotée par des renseignements d'origine milicienne, dont la facture va être recouvrée par la sécurité FTP dans les semaines suivantes. De cette attaque, les FTP sortent presque indemnes, sauf qu'entre Aynac et Saint Céré, où la rafle était en cour, une traction est tombée sur un barrage allemand, le chauffeur, Nanou, 20 ans, de Luzech, est tué. Le copieux mitraillage du passager, en fuite dans les taillis de châtaigniers, qui résonne sur la ville, perturbe la rafle (37 raflés seulement). Le soir on frappe à la porte de Cassagnade, c'est Georges. Quand Cassagnade le dépose à Herbouse, c'est un revenant qu'on accueille, sa mort, comme une traînée de poudre, avait déjà fait le tour des maquis. Mais Georges a la « baraquia » ! Quelques semaines plus tard, à Bourganeuf (Creuse), dans une configuration presque identique, Chapou sera blessé et se suicidera pour échapper aux nazis qui, pour le faire chanter(4), ont arrêté sa mère(65ans).

Le 19 mai, le commandant de la gendarmerie du Lot, Vessières, qui, manifestement, a couvert les « défaillances » constatées dans pas mal de gendarmeries, est arrêté par la gestapo, déporté en Allemagne d'où il ne reviendra pas. Certains gendarmes, qui redoutent une chasse aux sorcières dans les gendarmeries, choisissent alors la désertion pure et simple vers les FTP ou les Veny.

Le 11mai, le chef de la milice a envoyé, à Toulouse, un rapport détaillé sur la résistance à Gourdon (5), une liste 38 noms dont 21 sont soulignés, 5 communistes et 1 juif(6). Les 27,28,29 juin une colonne allemande, munie de cette liste, fouille brutalement (1 résistante est abattue) la sous-préfecture, mais ne trouve que 7 listés (1 communiste), 16 hommes sont raflés en complément. Les 23 sont conduits au village voisin de Boissières et fusillés sans autre forme de procès. Un seul, lorrain comprenant l'allemand, qui s'est évanoui juste avant la fusillade, est indemne. Les funérailles, à Gourdon, sont un grand moment de la Résistance patriotique dans le Lot. On attend le basculement.

Au plan politique, une tentative de réintroduire l'ancien personnel, menée par l'ex-sénateur radical Garrigou, sans doute téléguidé par le marionnettiste de la gentilhommière de Rêvery près de Saint Céré (7), est stoppée net, lors d'une réunion à Labastide Murat, par les résistants qui tirent un trait sur tous les politiciens lotois d'avant 40 .



Jacques Chapou (1909-1944) Philippe dans le Lot, Kléber en Corrèze

(1)-Le général soviétique Vlassov, passé coté nazis en 41, voir Soljénitsine

(2)- La joconde dans le Maquis (Janine Andrieu)

(3)- Seront aussi concernée par ces représailles de mai 44 les communes de : Cardaillac, Lauzes, St Félix(9 morts). A Frayssinet le Gélat (15 assassinats, particulièrement odieux, perpétrés par une colonne venue de Moissac) et le 3 juin c'est Camburat, Viazac (9 morts dont le curé de Linac), Terrou, Limogne (6 morts)

(4)-Morte en déportation

(5)- Un des deux délateurs sera exécuté a Cahors le 20 Août et l'autre acquitté, en 49, pour bonne conduite en Indochine....

(6)-d'après la terminologie des délateurs. Ce document, publié ultérieurement par Benech (AS-Veny), fait, en outre, état de l'exécution de 8 miliciens en février-mars dans le Lot. Un cas, Cadiergue de Paris, exécuté au Bourg le 23 février, est symptomatique de l'ambiance de l'époque. Arrivé, en grande tenue de milicien à la gare d'Assier, il est, immédiatement signalé, par les cheminots, au QG FTP ; dans le car qui l'emmène à Lacapelle, il demande au chauffeur (Statique FTP) l'adresse de la famille paysanne qu'il veut visiter, dont un fils, c'est connu à Lacapelle, est milicien à Toulouse. Le chauffeur lui indique une famille homonyme, mais FTP, chez qui il parle sans retenue. Le soir, une traction de la sécurité FTP l'attend à la gare d'Assier ; l'enquête sur les « maquis rouges » se termine dans un fossé du Bourg. Avertie par les FTP, la gendarmerie de Lacapelle ira, le lendemain, récupérer le corps, juste avant l'apéritif, histoire d'alimenter les conversations de tous les cafés du secteur.

(7)- Où De Monzie reçoit les bourgeois en recherche de « dévétainisation » molle.

44-La Libération

Après le 6 juin, la nouvelle du débarquement en Normandie se répand sur tout le département. Un train s'arrête devant l'usine Ratier, 200 ouvriers (50% de l'effectif), suivant le mot d'ordre du PC, partent dans le maquis FTP par le train (l'usine, qui manque de tout, énergie, matière première, est quasiment arrêtée). Suivant cet exemple, des centaines de jeunes partent dans les bois à la rencontre des maquis qui sont rapidement débordés. Le 8 juin le centre de triage de Gabaudet, près de Gramat, bourré de jeunes volontaires et de gendarmes déserteurs est attaqué par une colonne allemande qui massacre plusieurs dizaines de maquisards (2). C'est cette colonne qui, à Gramat, arrête une traction, tue le chauffeur et envoie le passager, Malraux, chef d'un maquis fantôme, à la prison St Michel de Toulouse. Les Veny (1) et les reliquats AS-MUR se lancent dans la bagarre. A Bretenoux, le 9 juin, ceux-ci tentent, sans succès, de stopper une colonne SS allemande (20 morts) qui va reprendre Tulle aux maquisards de Kléber (Chapou) et y massacrer 90 innocents. Mêmes actions à Capdenac et Gigouzac (23 et 30 juin). Au passage on peut rectifier une interprétation qui s'est imposée concernant l'activité de la division SS Das Reich, jusqu'à l'ouverture des archives allemandes remises par la Russie à la RFA après la disparition de l'URSS. Si cette armée, exsangue après un séjour prolongé sur le front de l'Est, sommairement reconstruite pendant son séjour à Montauban, a mis 15 jours pour rallier la Normandie, c'est qu'elle avait reçue l'ordre, comme en Russie, de « nettoyer » les arrières du front en priorité. Tous ses crimes (Oradour, Tulle, Bretenoux etc..) étaient donc prémédités.

L'administration de Vichy, déjà branlante, s'écroule complètement. Le 8 juin, le commissariat de Cahors a déjà perdu les deux tiers de son effectif. Les GMR (CRS de l'époque) ne bougent plus. Le 22 juin, le préfet régional constate : « Il est certain que le Lot est le département le plus difficile de la région...L'emprise des maquis est totale, Cahors excepté ». Après l'exécution de leur chef par la sécurité FTP, en plein Cahors, le 26 juin, les miliciens et leur famille, ont quitté Cahors. Le 15 juillet « Le Partisan », journal des FTP, annonce 6 exécutions de pillards, à Figeac et Parnac et conclue : « Travaillez et dormez tranquilles, le service de sécurité FTP veille », un autre pouvoir s'installe !

Le 14 juillet 44 tombe un dimanche. Les FTP ont décidé d'impressionner la population. Dans 15 chefs-lieux de cantons (sur les 27 de l'époque), en liaison avec les « statiques », une prise d'arme est organisée devant les monuments aux morts, à la sortie de la messe. Ébahis les derniers collabos « plient les gaules! ».

En fin de matinée, des avions apparaissent dans le ciel de Saint Céré, les anglais, en liaison avec les « Veny » ont, enfin, décidés d'armer, sérieusement, la résistance lotoise. 500 conteneurs suspendus à une nuée de parachutes tombe sur Loubressac, les bœufs et les chevaux reprennent, un dimanche, le collier pour transporter les conteneurs.

A Saint Céré, cette journée se termine par la première réunion du PCF à la mairie depuis 39. La salle étant mise à disposition par Mr Darnis « maire » de la délégation spéciale nommée par Vichy pour sanctionner les monzistes viscontins suite à la démission de leur leader de la mairie de Cahors. Le paradoxe étant que le notaire Darnis, dont le fils a été tué un mois avant à Gabaudet par les allemands, qui, plus tard, a donné à la collectivité, les terrains où l'on trouve aujourd'hui la MJC, les tennis, la piscine, les CES, le camping, le gymnase et les terrains de boules, était, en définitive, largement aussi progressiste que les révoqués. Une rue porte même son nom à Saint Céré, situation sans doute unique en France pour un président de délégation spéciale de Vichy.

Comme la nature a horreur du vide, la résistance civile s'organise, un CDL (Comité Départemental de Libération), présidé par Edouard Laval, où l'on trouve, entre autres, Jean Lurçat, Marc Baudru, installe le « préfet des bois » dans un hôtel d'Alvignac et envoie des circulaires aux maires notamment pour éviter les spéculations sur les denrées alimentaires. Les FTP sont chargés de faire respecter ces mesures. Le sous préfet de Figeac, rétif, est enlevé, en plein jour le 31 juillet et remplacé sur le champ par un résistant communiste de la Bouriane (Brouel).

L'union politique débouche sur l'union militaire, qui est décidée à Frayssinet le 3 août et scellée le 5,

solennellement, sur la place de la République de Saint Céré par une prise d'armes. Les FFI(FTP+Vény) sont placés sous le commandement de Georges qui met la prise de Cahors à l'étude(3). Les maquis du Ségala plient les paquetages, la circulation, automobile par manque de carburant et ferroviaire, les voies sont coupées et les locomotives de Capdenac immobilisées, se bloque dans tout le département. Les nuits de cet été 44 sont torrides, quand on entend le bruit rauque d'une traction, on dit: « c'est le Maquis ».

Georges décide constituer un stock de carburant en occupant Decazeville, qu'il connaît parfaitement, où, par la distillation du charbon, les allemands fabriquent du benzol. A la stupéfaction des decazeveillois, la garnison allemande, abandonnée par ses supérieurs de Rodez, qui ont retenu la leçon de Cajarc, lève les mains sans combattre. En plus du carburant, les résistants quercynois ramènent plusieurs dizaines de mineurs espagnols qui vont étoffer les unités espagnoles déjà existantes et quelques déserteurs allemands (les autres étant constitués prisonniers, finalement très satisfaits d'aller attendre la fin d'une guerre qu'ils savent perdue, sur les chantiers des barrages sur la Dordogne ou la Cère). Le convoi traverse triomphalement Capdenac et surtout Figeac. Il ne prend plus la direction de Ségala mais celle du Causse, l'essence étant prévue pour la libération de Cahors.

A Cahors la garnison allemande ne sort plus du cantonnement, on sent bien qu'ils vont partir et tout indique que c'est par le Nord, vers le front de Normandie, que ces soldats vont s'évacuer. Ce qui suppose une traversée du département, les FFI sont postés, prêts à en découdre. Chacun retient son souffle.

Le 17 août, effervescence chez les allemands, en fin d'après midi, surprise, les premiers camions descendent le boulevard Gambetta, c'est donc vers le sud, pour tenter de s'opposer aux troupes « franco-indigènes » qui, depuis 48h, dans une relative discrétion, débarquent en Provence, que les occupants s'échappent. Dans soirée, quand les derniers véhicules traversent le pont Louis-Philippe, les premiers FFI débouchent sur la place de la Barbacane. Au petit matin, une traction s'arrête devant la préfecture. La porte s'ouvre devant le capitaine Alain (Andrieu) , Georges et d'autres, dont le « préfet des bois » qui va devenir le préfet tout court, accèdent dans le bureau préfectoral, où les attend le commis de Vichy, en robe de chambre, auquel ils donnent quartier libre (4).



Appel à la population du département

Le département est libéré.
Votre localité est débarrassée de l'ennemi.
Depuis hier les troupes françaises de l'Intérieur sont maîtresses de votre région, tandis que sur les deux fronts de France, les Boches reculent devant les armées alliées et l'armée française de l'Empire.
Restez calmes, ayez confiance en nous.
Ceux qui ont trahi la France recevront le châtiment que mérite leur trahison, les patriotes victimes des nazis et de Vichy seront vengés
Mais la justice se fera dans l'ordre,
Continuez à vaquer à vos occupations quotidiennes.
Il sera pourvu au ravitaillement, la sécurité, l'ordre et les services publics seront assurés par nos soins.
Il n'y a désormais qu'une seule autorité valable, celle du préfet représentant le Gouvernement Provisoire de la République et celle du Chef d'Etat major des Forces Françaises de l'Intérieur de la région du Lot. Vive la France ! Vive la République !

Pendant ce temps, une affiche, est apposée sur les murs, c'est une victoire, mais la lutte continue. Si le châtiment des traîtres est évoqué mais le calme est recommandé, on note le rétablissement de la République représentée par la signature de Paul, « préfet de la République », sous la protection des FFI du Lot qu'authentifie la signature du « commandant Georges ».

La rigueur, qui transpire de cette affiche, que les habitants lisent au matin du 18 août, limite les exactions (femmes tondues etc..) incontrôlées que l'on constatera à peu près partout. Défenin, qui devient le responsable de la police dans le Lot doit « faire le ménage » dans une administration qui, bien que très allégée par les démissions de beaucoup de fonctionnaires, doit faire le tri parmi les restants, qui veulent sauver leurs situation, sinon, pourquoi pas, profiter de la confusion du moment pour prendre du galon (5). Le boulevard Gambetta est peuplé de maquisards en armes, tout comme les autres points stratégiques de la ville. Dans l'après midi une prise d'arme, devant le monument aux morts, rassemble, dans l'allégresse, l'essentiel de la population cadurcienne. On s'organise pour loger dans la caserne près de 3000 soldats.

Gausserand et Gay, qui arrivent du figeacois, avisent l'ex QG de la milice déserté (Rue Wilson), ce sera le siège, pendant 4 ans, jusqu'au mystérieux incendie de 48, de la fédération communiste du Lot.

Dans le département, les comités de libération s'installent dans les chef lieu de cantons. Des communistes président les principaux, Cahors (J Tesseyre), Figeac (Despoux), Saint Céré (Puechmaurel) et

Souillac (Chaudru) et les radicaux ceux de Gourdon (Baudru) et Gramat (Mazet).

(1)- Les Veny avaient, sur ordre des anglais, exécuté, en janvier, un attentat sur l'usine Ratier (1 ouvrier FUJP tué) pour stopper la production d'hélices.

(2)- L'adjudant de gendarmerie de Gramat qui a conduit la colonne allemande est exécuté le soir même par des résistants gramatois (ORA).

(3)- le projet retenu, remake du « cheval de Troie », prévoyait la pénétration dans la cité en train de voyageur régulier venant de Paris, intercepté, avec la complicité des cheminots, à Saint Denis Catus. Des commandos, infiltrés dans la ville, la veille, couvrant le débarquement des FFI dans la gare.

(4)- Depuis plusieurs semaines, ce brave homme évitait consciencieusement de donner des ordres susceptibles de froisser la Résistance.

(5)- Un ex-milicien tentera, en se présentant comme gaulliste, d'usurper le poste de commissaire de police à Cahors.

44-45 Des maquis aux urnes

24 heures après l'entrée dans Cahors, en fin de repas, Georges, qui est en relation avec Ravel (Chef des FFI de la R4), annonce que la moitié de l'effectif, va prendre la direction de Toulouse et que le commandement des restants sera assuré par les capitaines Alain (Andrieu) et Camille (Gratias). Tous, les espagnols en particulier, qu'un strabisme particulier attire plutôt vers Barcelonne et Madrid que vers Berlin, veulent foncer sur Toulouse. Dans la cour de la caserne Bessières, les paris sur l'avenir du pouvoir de Franco sur l'Espagne ne dépassent guère la Noël 44. Les pessimistes ajoutent quelques mois mais aucun n'est assez fou pour ajouter 30 années à cette date, et pourtant...

Le lendemain, le convoi de camions, réquisitionnés dans les entreprises lotoises, s'ébranle pour 120km d'un parcours ponctué de traversée triomphales des localités et villes qu'il comporte. Sauf qu'à Fronton un convoi allemand, venant du Gers, détruit la voiture de reconnaissance (4 morts). L'arrivée dans la ville rose se fait sur la pointe des pieds, des allemands traînent encore dans les rues, on tire sur la colonne (1 mort, Gausserand est blessé), les lotoises s'installent dans la caserne Cafarelli et un rôle imprévu attend les maquisards quercynois.

A Toulouse, contrairement au Lot, l'unification des forces de la résistance n'a pu être menée à son terme avant le départ des allemands, ce qui débouche sur une pagaille dangereuse. D'autant que le chef désigné de la Résistance, Jean Cassou, pris dans une fusillade doit être hospitalisé et remplacé, au pied levé, par Bertaux, un jeune résistant gaulliste inconnu. L'historien de la libération de Toulouse, Estebbe, raconte :

« Bertaux, cherchant une issue pour sortir du chaos, a une idée astucieuse qu'il fait approuver par Ravel: demander au commandant Georges, chef des FFI du Lot, l'unité la plus forte et la plus disciplinée parmi celles qui sont cantonnées à Toulouse, d'y assurer le maintien de l'ordre. Il ne peut être question d'utiliser la police, ou pire encore les GMR, compromis dans la lutte contre les maquis. Alors rien de mieux qu'un FFI pour ramener l'ordre parmi les siens. Georges (..) sympathique, énergique, il fit merveille dans ses nouvelles fonctions dès le 23 août. Dans la semaine, Bertaux prononce la dissolution des GMR et des gardes mobiles qui sont invités par Ravel à s'engager individuellement dans les FFI. En peu de temps, Georges, sans violence inutile, supprime tous les états-majors particuliers ; tous les prisonniers sont désormais rassemblés à Saint-Michel. La circulation indue des véhicules est interdite. Les hôtels réquisitionnés par les chefs d'unité sont vidés et les FFI envoyés dans les casernes. Le couvre-feu est instauré de 20 h 30 à 6 heures du matin. Choix excellent que celui de Georges et de ses FTP ! Mais voilà, un communiste responsable de la sécurité à Toulouse : motif puissant d'inquiétude pour tous ceux qui, au gouvernement et ailleurs, se méfient des manœuvres du PC. »

Toulouse libéré, c'est la vie de caserne qui prévaut. Après la visite de De Gaulle, dont la raideur, (dès sa descente d'avion, il demande à Georges de « rectifier la position »), a manifestement, refroidi bien des ardeurs (1), on pense à la suite. De nombreux lotoises rentrent dans leur foyer, d'autres s'engagent pour la durée de la guerre. Certains partent vers l'est à la conquête de Berlin, d'autres, les plus nombreux, suivent Georges pour réduire, avec les moyens du bord, la poche allemande de la pointe de Grave qui paralyse le port de Bordeaux. Ce qui ne sera fait que quelques jours avant l'armistice du 8 mai 45.

Comme Georges, beaucoup de maquisards abandonneront, alors, l'uniforme. Ceux qui le garderont ne savent pas, que, bientôt, ils abimeront, dans les rizières tonkinoises, puis dans les djebels algériens, l'essentiel de l'honneur gagné dans les maquis quercynois (2).

A Cahors, la politique passe devant le militaire. Bien que, dans le Lot, les problèmes de subsistance soient limités, et que, vu de Toulouse, où tout est rationné, c'est « un pays de cocagne », il faut assurer la nourriture de toutes les personnes qui n'ont pas de famille dans la paysannerie. Dans ce combat, l'arme de la parole est plus importante que les « sten ». Le jeune instituteur de Bio (canton de Gramat), enfant naturel, sorti de Lagineste (Canton de Saint Céré), fait merveille. Capable, aussi bien de déclencher l'hilarité générale que d'arracher des

larmes à n'importe quel auditoire, Henri Thamier, secrétaire général du CdL lotois que préside Edouard Laval, qui manie l'occitan aussi bien que le français, parcourt le département pour mobiliser les énergies, stimuler la production et dissuader le marché noir, qui jusqu'en 46, occupera aussi bien la gendarmerie que les comités de Libération et les municipalités.

En octobre 45, dans les mairies, on ressort les urnes, pour élire, à la proportionnelle, la constituante. Le PC lotois, qui depuis un mois compte trois conseillers généraux (Despoux sur Figeac, Laval sur Souillac et Lascoux sur Martel), dispose d'un potentiel de candidats sans commune mesure avec 36. Mais Cassagnade, à 42 ans, s'estimant « déshonoré » par la signature qu'en 42, pour sortir de prison, il a apposé au bas d'une promesse de ne plus faire de politique, confirme, après avoir refusé de présider le CDL de Saint Céré, son refus de se présenter à la députation. Venues de toutes parts, Gausserand, Lurçat, Waldek Rochet..., les pressions se multiplient mais rien n'y fait, le grand Jean ne veut plus remonter sur les planches, il a d'autres projets, son entreprise, le Casino...etc.

Gausserand (32 ans) est le favori naturel des résistants de la première heure, mais les nouveaux sont bien plus nombreux. C'est donc Thamier (29 ans), un lotois, dont la popularité est évidente, qui va conduire la liste du PC, devant E Laval, communiste d'avant 39, résistant de la première heure, mutilé de la face 14-18, du Pigeon (Souillac), et Oubrayrie paysan ex-socialiste de tendance Zyromski de Girac (3). Un résistant, parachuté du Lot et Garonne, Archidice, conduit la liste socialiste, un autre, de l'Ain, Anxionnaz, tire la liste radicale et Bessac, un artisan agricole, fraîchement «dépétainisé», représente le MRP. L'évêché, artisan principal de cette candidature, l'a finalement préféré à Besse, ex-député et ministre (des anciens combattants) de Daladier, élu en 36, qui, bien qu'ayant évité la collaboration, n'a pas, en décidant de conduire une liste «indépendante», pris toute la mesure du changement d'époque.

Le 21 octobre au soir, la liste Thamier est en tête (25% et 5 voix seulement après recomptage) devant Bessac, Archidice (24%), Anxionnaz (14%) et Besse (12%). les trois premiers leaders sont donc élus. Thamier devient député et démarre un parcours de parlementaire qui butera en 51 sur la fameuse loi «des apparentements» (4). Réélu en 53 contre l'ex-futur ministre socialiste Ramadier, puis en 56, il ne s'inclinera définitivement qu'en 58, devant l'ex- socialiste de gauche, allié maintenant de la droite, Juskiwinski, médecin de son état, démagogue intégral, qui aux municipales de 52 a déjà rodé cette équation pour ravir la mairie de Figeac à Despoux.

Mais nous sommes dans les « combinaciones » de la 4^e République, c'est donc une autre histoire.

(1)-De Gaulle sera impressionné par les «mongols-Vlassov» qui ont abandonnés les allemands, s'enfuyant de Cahors, pour rallier les FFI du Lot, mais son attitude hautaine choquera profondément la totalité des résistants présents. (parmi les nombreux témoignages, celui du communiste Frégeville est dans toutes les mémoires des militants qui l'on connu)

(2)-Ange Ariza, préférera abandonner ses galons de capitaine, gagnés à coup de bravoure, à la pointe de Grave comme dans les commandos anti-milice du Lot, pour reprendre un poste d'ouvrier à la centrale de Luzech...

(3)-Le comité de soutien, général Vincent(groupes Vény), mme Chapou, Le colonel Collignon (AS) ..etc, fait de cette liste, la liste de la Résistance armée, par rapport aux autres listes résistantes de Archidice, Anxionnaz et Bessac.

(4)-Le cas « Thamier », en tête mais non élu, sera souvent évoqué pour souligner l'inanité de cette loi PS-MRP.

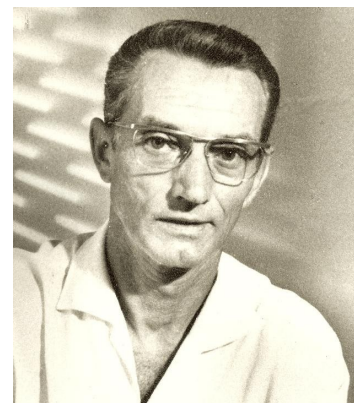
39-45 Epilogue: Trois hommes en Résistance....

Dans le Lot, la Résistance vient de loin. Ici, comme partout, il y a eu de l'héroïsme et des trahisons, des grandeurs et des petites. Mais, pour ce qui concerne les communistes, s'ils n'ont pas tous été des héros, on peut, sans aucune forfanterie, affirmer qu'il ont, avec d'autres, traversé cette période dans la fourchette plutôt supérieure de la dignité nationale.

J'ai surtout voulu montrer comment les choses, et les têtes, ont chronologiquement, évolué, des miasmes de 39 à l'allégresse d'août 44. Tant il est vrai qu'un floutage, pas toujours involontaire, obscurcit parfois cette période.

Bien sûr, il ne s'agit nullement de porter le moindre ombrage sur Jacques Chapou, qui reste le résistant principal du département. Il est même discutable que cette figure, pupille de la Nation, dont la mère, institutrice, prise, à 65 ans, en otage, morte en déportation, ne soit pas davantage honoré, dans ce département.

J'ai voulu éclairer trois visages, trois individus, étrangers au Lot, dont, jusqu'à Laborie, on a trop peu ou trop mal parlé.



Jean Gausserand(1912-1971)
Responsable clandestin du
PCF Lot

Le premier est Jean Gausserand (28 ans en 40), un métallo de Toulouse, taillé, comme les meilleurs communistes, dans un bois qui ne tolère aucune injustice. Arrêté en août 40, sur dénonciation de son chef de service de la Poudrerie, qu'il a réintégré après sa démobilisation militaire (affecté spécial comme ouvrier hautement qualifié chez Latécoère), interné à Nexon (87) après Buzet (47) et St Germain/Belles (87) jusqu'en mai 41, où, avec les autres camarades, il profite de cette période pour mettre à jour son «communisme» et assimiler les méthodes de la militance clandestine (1). Libéré sous conditions (2), juste avant l'attaque allemande sur l'URSS, après c'était sans doute trop tard, il s'installe, avec sa famille, à Figeac où habite une tante de son épouse. Licencié au club de rugby, embauché dans la concession Renault, discret, il engage seul, à partir de zéro, la reconstruction du PC. Son outil de base est alors le vélo. Via d'ex militants de la CGT (Doucet de Faycelles...), il noue avec Chapou un contact qui sera décisif pour la Résistance lotoise.

Il entre en relation avec les jeunes ouvriers Ratier (Michel Murat...), et, sans que son épouse en sache quoi que ce soit, de l'extérieur, organise la grève du 22 octobre 42, qui va propulser le PC à la pointe de la Résistance lotoise. Il est en relation aussi bien avec Limoges (Fernand Dupuy-Louis Odru), qu'avec Lyon ou est basée la direction, zone sud, du PC.

Fin 43, Il profite d'un léger accident du travail, pour quitter définitivement son emploi, où son patron, Bardet, qui le couvrait, doit remettre à la police, quand elle viendra contrôler sa présence, une fausse lettre-convocation de la Résistance qui sème la confusion dans ce corps déjà marqué « à la culotte » par la Milice.

A-t-on, trois années durant, été trop routinier dans la surveillance de ce « rouge » qui pourrait bien être un gros bonnet de la Résistance? Trop tard, il a déménagé sa famille et celle de son frère, que celui-ci, clandestin à Toulouse, ne peut ni nourrir ni sécuriser, via Fons, Livernon et Reyrevignes, au rez de chaussée de la seule maison bourgeoise de Flaugeac que le propriétaire (Mr Merle), qui occupe les étages supérieurs, a mis à la disposition de la Résistance. Désormais clandestin, il circule alors en traction et n'apparaît plus qu'épisodiquement, pour ravitailler sa maisonnée.

Il représente le PC dans toutes les réunions ou sont prises toutes les grandes décisions de la Résistance lotoise. C'est lui qui sera, fin juillet 44, chargé d'informer Mme Chapou, planquée, avec son enfant, par la Résistance du côté de Rocamadour, du décès de son mari, tué à Bourganeuf par les allemands (pris dans un barrage allemand, on ne sait pas, alors, qu'il a choisi le suicide).

Quatre ans après avoir quitté, menotté, Toulouse, il revient dans la ville rose à la tête d'une colonne de 1500 maquisards. Aux Minimes, une balle dans un mollet, stoppera net sa marche vers «le Capitole» de la Libération toulousaine.

Son extrême prudence, stimulée par une modestie sans limites(3), l'a conduit, sans encombre, jusqu'à la Libération, à l'issue de laquelle il a assumé pendant 2 ans la direction de la fédération communiste avant de repartir sur Toulouse, réembauché à la Poudrerie par ceux là mêmes qui l'avaient envoyé dans les camps d'internements en 40.

Et les communistes lotois, polarisés sur les affaires courantes, l'ont alors presque complètement oublié. Il est décédé en 71, à 59 ans, emporté par la maladie. Parti du Lot, en 46, Jean n'y était revenu qu'en 67 pour les funérailles de Jean Lurçat.

Le second est Robert Noireau, alias Georges, dont on connaît l'autobiographie (Le Temps des Partisans), qui a rompu avec le PC, et avec l'armée, en 45. Les raisons, non éclaircies, même par lui, resteront obscures. Un flou propice à toutes les interprétations, souvent hostiles, aussi bien dans les milieux anticommunistes que chez certains communistes. Alors qu'il restera, jusqu'à la fin de sa vie, ami avec René Andrieu.

Ici on lui reproche des excès de discipline, voire d'autoritarisme, là de n'avoir pas attaqué les allemands sur Cahors. En fait, d'ex-militaires professionnels, ont parfois mal supporté d'être commandé par un prolétaire communiste qui leur a appris que la guerre est d'abord affaire de .. politique. De même pour les maquisards qui confondaient parfois maquis et auberge de la jeunesse, Georges sortait nettement de l'image qu'ils pouvaient se faire d'un chef communiste. Pourtant, si les FTP ont eu tant de succès dans le Lot, c'est bien à la rigueur de Georges qu'on le doit, et à la réputation qu'il a réussi à leur tailler.

En dehors de son style, où la discrétion et la timidité, exact négatif de Gausserand, tiennent peu de place, le mineur chtimi Georges doit être crédité pour la sûreté de son analyse socio-politique de la paysannerie ségaline, et de la qualité des rapports qu'il su tisser avec le professeur franc-maçon Jacques Chapou. Deux résultats qui dénotent un autodidacte de haut niveau, comme trop peu de militants savent l'être. Apparemment c'est à lui que l'on doit quelques formules choc (Prefet des bois., aumoniers du maquis..), qui, politiquement, furent meurtrières contre les vichystes.

Comme l'a écrit Jean Cassou, les grands résistants étaient aussi quelques part des poètes. Après dix ans de



Robert Noireau (1912-1999) dit Georges-Chef des FFI Lot

militance à haut niveau et à hauts risques, le mineur cégétiste Noireau, tendance individualiste, a voulu changer d'air en se lançant dans le commerce du bois exotique qui occupera le reste de sa carrière professionnelle. Bien que non gaulliste, mais anti-Mitterrandiste convaincu, il est, à ma connaissance, le seul résistant lotois à avoir obtenu le titre de "Compagnon de la Libération". Mais cet honneur, jusqu'à aujourd'hui, ne s'est traduit, dans ce département, par aucune plaque ou voie portant son nom .

Il est mort en 99, dans l'Oise, sans héritier et sans avoir pu mettre le point final à un ouvrage qu'il disait basé sur un fond d'archives personnelles très fourni, aujourd'hui sans doute perdu.

Le troisième est Maurice Gay, «brûlé», comme son frère, sur Lyon, il est envoyé, fin 43, à Figeac pour aider Gausserand. Il échappe, de très peu, à la rafle allemande de Figeac. Plus âgé que les autres, il est métreur dans la menuiserie Roux (dont le patron, radical, était dans un réseau gaulliste), il circule pour vendre des portes et fenêtres, ... pour dispatcher les tracts du PC et assurer les liaisons communistes lotoises. Après la Libération, il restera dans la fédération du Lot et mourra en 49, de maladie.

Ces trois militants ont en commun, leur formation politique issue du Front Populaire, qui les incite à l'ouverture vers les socialistes et les ...cathos, ce qui, dans le Lot, n'était pas évident. Politiquement, il est remarquable que Gausserand, et Gay, aient été embauchés et couverts par des patrons de PME (les classes moyennes dans la terminologie thorézienne de 36), dont un, Despoux, soit, comme communiste, élu maire, et conseiller général, de Figeac en 45 (Chaudru, entrepreneur de travaux publics, sera maire communiste de Souillac jusqu'en 83). Aujourd'hui encore ces exemples interpellent.

Le cheminement de ces trois résistants, cadres du PC avant 39, illustre à merveille les polémiques historiques qui, après la guerre, ont passionné les pro et anti-communistes sur l'attitude de ce parti entre le pacte germano-soviétique d'août 39 et le départ du général De Gaulle de février 46. Aujourd'hui, les archives, anglaises, allemandes, françaises et soviétiques valident, sur l'essentiel, les explications soviétiques prétendant que le pacte germano-soviétique (août 39) n'était que la réponse à celui de Munich (septembre 38) où MM Daladier et Chamberlain avaient, au delà de la Tchécoslovaquie, donné à Hitler les mains libres à l'est. Cette manœuvre était trop grossière pour que Staline ne la décrypte pas jusque dans ses détails. Il a alors compris que l'affrontement avec les nazis devenait inévitable et donc, que le temps et les espaces (Pays baltes et Est de la Pologne) devenaient précieux pour préparer l'Armée Rouge au terrible choc qui s'annonçait. De son côté, Hitler, avant d'attaquer l'URSS, voulait, tout en évitant le double front, mettre à son service le puissant complexe militaro-industriel français (ex Ratier...). Ce qui fût, au delà des ses prévisions, réalisé en mai-juin 40, avec la bénédiction du patronat français et la « divine » trahison des "élites" françaises, qui, depuis 36, s'étaient mises à regarder son régime avec de yeux de plus en plus langoureux. Le pacte de Moscou n'est donc que le résultat de la convergence simultanée et momentanée des intérêts, que les deux dictateurs servaient, tout en les sachant, l'un comme l'autre, totalement contradictoires sur le fond.

Mais les capitalistes français qui ont alors cru que le moment était venu de régler encore une fois, 70 ans après la Commune, le sort des révolutionnaires politiquement isolés, se sont, cette fois, lourdement trompés. Réprimés dès 39, les communistes ont dû expérimenter la clandestinité un an avant tout le monde. Cette avance sera décisive quand la Résistance armée deviendra à l'ordre du jour. Autant qu'aux qualités intrinsèques de ses militants, la place que le PCF y tiendra découle donc, et on le voit bien dans le Lot, du discrédit dont les autres partis se sont couverts en votant, en moins de 18 mois, le pacte de Munich, l'exclusion des communistes de la Nation, puis les pleins pouvoirs à Pétain et enfin la mort de la République.

Il est totalement futile de chercher à Moscou des ordres qui découlent, comme de l'eau claire, des attitudes de la bourgeoisie française et de l'Etat qu'elle commande. Les papillons que le mutilé de 14-18, Edouard Laval du Pigeon, et son jeune camarade Lagarde de Souillac, lancent par une chaude soirée de juin ou juillet 40, sous les pas de "la meilleure armée du monde", en déroute pourtant, dans la Bouriane, ne viennent ni de Moscou, ni même de Paris. Il viennent de Brive où deux ou trois militants ont couché sur du papier leur conviction d'avoir à faire avec un conflit "impérialiste" qui dépasse, et de beaucoup, les intérêts des prolétaires qui, avec ou sans uniformes, errent maintenant sur les routes. Et, pour eux, l'explication du désastre, avant de pouvoir entreprendre une quelconque réparation, est prioritaire. On peut toujours ergoter sur telle ou telle expression, mais personne ne peut, valablement, contester à Laval ou Lagarde l'antériorité de leur Résistance...

(1)-En 42, une note de Vichy, produite par Laborie, préconisera la dispersion des internés communistes, pour éviter la «catéchisation des timides par les fanatiques»!

(2)- Assigné à résidence sur Figeac, on lui a d'abord refusé Decazeville où se trouve la famille d'origine de sa femme. La police ne sait pas qu'il était impliqué dans une tentative d'évasion qui a échoué. Libéré sur initiative de sa femme auprès d'une connaissance de la famille en poste à la préfecture de Toulouse.

(3)-Il n'apparaît sur aucune des photos résistantes connues! Il ne réclamera rien lorsqu'une erreur d'état civil le privera de la Croix de la Résistance au profit de son...frère, résistant lui aussi..

(4)-L'ancien militant d'avant guerre, Maurice Pélissier, prisonnier libéré par l'Armée Rouge, sera «ébloui» en descendant du train à Gourdon (juin 45) de voir que le PC a pignon sur rue et qu'un fauteur de Maire Adjoint l'attend à la mairie.

Post scriptum

Pour rédiger ces articles, aux recherches personnelles, j'ai ajouté la consultation de tout ce qui a pu me tomber entre les mains. Si on peut, dans tous les écrits, trouver des anecdotes intéressantes, certains résistent mal à la tentation du plaidoyer prodomo. Reste, l'ouvrage référence, incontournable, « Résistants Vichyssois et autres dans le Lot de 39 à 44 » de Pierre Laborie, historien universitaire, édité par le CNRS en 1980, épuisé, mais disponible à la bibliothèque centrale du Lot. Cet ouvrage, qui, pour évaluer les glissement de l'opinion publique, applique la méthode de l'historien américain Paxton (étude de la linguistique employée dans la presse officielle) est, maintenant, souvent cité dans les études qui paraissent sur cette période.

D'autres titres méritent d'être connus comme « Le Temps des Partisans » de Robert Noireau (alias Georges) qui, hélas, reste silencieux sur sa rupture de 45 d'avec le Pcf. Écrit par un « nègre », cet ouvrage, édité chez Flamarion, un peu romancé, rend assez bien l'ambiance de l'époque. « Ombres et espérances en Quercy » édité par les anciens des groupe AS et Veny, souvent d'anciens militaires, qui, tout en restant honnêtes, versent parfois dans la polémique, plus par ignorance (La grève Ratier du 22 octobre 42, n'est pas citée) que par mauvaise foi. Tant il est vrai que pour certains, parfois allergiques au mot lui même, une grève, même politique et même sous Vichy, ça consiste, encore et toujours, à appuyer sur un bouton! Du coup comment comprendre, et expliquer le poids du PCF à la Libération?

Édité en 49, réédité en 60 et 80, « Capitaine Philippe » de Georges Cazard, honore, en suivant la destinée tragique de Jacques Chapou, la résistance socialiste quercynoise. L'auteur, au parcours politique complexe (1), fait l'impasse aussi bien sur les élections de 36 (l'auteur faisait alors partie de secrétariat de De Monzie), que sur Munich ou sur le pacte germano-soviétique, ce qui, en 49, 60 ou 80, pour éviter les polémiques, pouvait se comprendre, mais aujourd'hui, ça nous manque.

Enfin, je tiens à remercier Germaine Gausserand qui, à 92 printemps (2007), m'a fourni, oralement, en présence de deux de ses nièces, des précisions de hautes qualité sur la vie clandestine dans le figeacois entre 41 et 44. Comme toutes les compagnes des clandestins de l'époque, elle a dû assurer l'intendance de sa maisonnée dans des conditions matérielles et de sécurité souvent délicates. Elle raconte comment son mari, affecté spécial chez Latécoère en 39, démobilisé en juillet 40, reprend son travail à la poudrerie de Toulouse où son chef de service le dénonce comme communiste. Arrêté le 25 août, il sera libéré, sous condition, grâce une connaissance de la famille en poste dans la préfecture de Toulouse, activée par son épouse en mai 41. Elle nous apprend que l'atmosphère régnant autour des camps d'internement des communistes, que son mari a connu, était détestable. La population, trompée par la police, croyant avoir affaire à des détenus de droits commun aussi bien à Buzet sur Baïse(47); St Germain aux Belles(24); qu'à Nexon(87) qui était un véritable camp de concentration avec miradors, barbelés électrifiés...etc. Avant sa tentative d'évasion ratée, il lui avait fait savoir qu'il allait changer d'identité, et qu'elle ne le reverrait sans doute plus avant la fin de la guerre, ce qui en dit long sur la détermination de ce père de famille, et aussi de la vision d'avenir que pouvait avoir ce militant, au milieu de ses camarades, comme lui prisonniers, quelques mois avant l'attaque allemande sur l'URSS.

A Figeac, elle n'a jamais participé aux conversations de son mari avec ceux qui « entraînent par derrière », tout juste se souvient-elle d'avoir hébergé Fernand Dupuy (Pcf24) Louis Odru (Pcf19) et Chapou. Elle ne sait rien de la préparation de la grève Ratier. Elle apprend, en 2007, par mes soins, la véritable identité (Edith Mir) de « Marie », secrétaire chez Ratier, qui a assuré, avec son vélo perdu à Lyon, la liaison de René avec la direction lyonnaise du PC-zone Sud et qui, en 44, a logé, un temps, la « fratie » Gausserand à Reyrevignes. En savoir le moins possible, voilà ce qu'impliquait la prudence « maladive », disent certains, des communistes. Efficace contre la curiosité policière de l'époque, cette méthode complique toujours sérieusement les recherches des curieux d'aujourd'hui.

Dans l'intérêt de tous, Gausserand appliquait, scrupuleusement, la consigne. Même Noireau, pour gagner sa confiance, a dû faire ses preuves!

Elle se souvient de la corvée qu'a constitué pour son mari l'obligation d'aller annoncer à Mme Chapou, plaquée, avec son bébé, par ses soins du côté de Calès, la mort de son mari à Bourgneuf.

Claude Nastorg

(1)- Secrétaire de De Monzie, adhérent CGT et maire de Molières dans les années 30-40, Proviseur du Lycée de Figeac (52-77), Maire d'Aynac et Conseiller Général (socialisant) du canton de Lacapelle Marival (61-88).